

Défense de la Libye contre l'attaque impérialiste !

20 mars – La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) appelle les travailleurs du monde entier à prendre position pour la défense militaire de la Libye, un pays semi-colonial, contre l'attaque qui a été lancée hier par une coalition de gouvernements impérialistes rapaces. Alors que le Conseil de sécurité des

Déclaration de la LCI

Nations Unies avait donné le feu vert jeudi pour massacrer d'innombrables innocents au nom de la « protection des civils » et pour garantir la « démocratie », les gouvernements français, britannique et américain n'ont pas perdu un instant pour agir, dans une coalition qui inclut d'autres gouvernements européens et avec la bénédiction

Suite page 23



AFP

Raid aérien impérialiste le 24 mai sur Tajura, à l'est de Tripoli. L'OTAN intensifie ses frappes meurtrières contre le régime de Kadhafi.

Mensonges et terreur impérialistes sous prétexte « humanitaire »

La guerre impérialiste contre la Libye s'intensifie

24 mai – Après deux mois de bombardements aériens de l'OTAN qui n'ont pas réussi à renverser le régime bourgeois autoritaire de Mouammar Kadhafi, les puissances impérialistes, avec en première ligne les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie (l'ex-puissance coloniale à Tripoli et Benghazi) continuent à faire pleuvoir la mort et la destruction sur la Libye. A Tripoli, les avions de l'OTAN multiplient les raids meurtriers sur le complexe résidentiel de Bab al-Aziziya, où habitent le dirigeant libyen ainsi qu'une partie de sa famille. Le 30 avril, un de ces raids avait tué son fils cadet Saif Al-Arab Kadhafi et trois de ses petits-enfants. Ces tentatives d'assassinat rappellent l'image des bombardements américains contre Tripoli de

1986, où la fille de Kadhafi, âgée d'un an, avait été tuée.

L'intensification de la guerre contre la Libye discrédite chaque jour un peu plus les grossiers mensonges auxquels les impérialistes et leur presse aux ordres ont eu recours pour justifier leur campagne de bombardements. Cette intervention a été présentée initialement comme une action limitée dans le temps et visant à instaurer une « zone d'exclusion aérienne » pour « protéger les civils » (selon les termes exacts de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a servi de couverture à la campagne de bombardements). Elle a en réalité pour objectif de permettre aux impérialistes d'imposer leurs diktats à ce pays riche en pétrole. Les impérialistes ont pris pour cible d'abord les forces gouvernementales libyennes, puis très rapidement les bastions pro-Kadhafi comme sa ville natale de Syrte. Les seuls civils

Suite page 18



Hommage à la Commune de Paris

Au 140^e anniversaire de la Commune de Paris, nous rendons hommage aux militants prolétariens héroïques qui ont pris le pouvoir à Paris en mars 1871, la première expression historique de la dictature du prolétariat. Deux mois plus tard, l'armée française écrasait la Commune dans le sang. Des dizaines de milliers de communards furent massacrés et des dizaines de milliers d'autres furent emprisonnés ou déportés. Nous reproduisons ci-après des extraits de l'Etat et la révolution, œuvre fondamentale de Lénine écrite à la veille de la Révolution d'octobre 1917.

* * *

On sait que, quelques mois avant la Commune, au cours de l'automne 1870, Marx avait adressé une mise en garde aux ouvriers parisiens, s'attachant à leur démontrer que toute tentative de renverser le gouvernement serait une sottise inspirée par le désespoir. Mais lorsque, en mars 1871, la bataille décisive fut imposée aux ouvriers et que, ceux-ci l'ayant acceptée, l'insurrection devint un fait, Marx, en dépit des conditions défavorables, salua avec le plus vif enthousiasme la révolution prolétarienne. Il ne s'entêta point à condamner par pédantisme un mouvement « inopportun », comme le fit le tristement célèbre renégat russe du marxisme, Plékhanov, dont les écrits de novembre 1905 constituaient un encouragement à la lutte des ouvriers et des paysans, mais qui, après décembre 1905, clamait avec les libéraux : « Il ne fallait pas prendre les armes. »

Marx ne se contenta d'ailleurs pas d'admirer l'héroïsme des communards « montant à l'assaut du ciel », selon son expression. Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa.

La seule « correction » que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste*, il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du *Manifeste communiste*, signée de ses deux auteurs, est datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent



Sahib/le Monde illustré

« Femme conduisant une batterie de mitrailleuse », place Taranne, 22 mai 1871. Les femmes ont joué un rôle héroïque dans la première révolution prolétarienne de l'histoire.

que le programme du *Manifeste communiste* « est aujourd'hui vieilli sur certains points ».

« La Commune, notamment, a démontré – poursuivent-ils – que “la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat, toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte” »...

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx *la Guerre civile en France*.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le *Manifeste communiste*.

Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle qui a été dénaturée par les opportunistes, et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du *Manifeste communiste*, en ignorent certainement le sens. [...] Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'« interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc.

En réalité, *c'est exactement le contraire*. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *briser, démolir* la « machine de l'Etat toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire justement pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelman :

« ... Dans le dernier chapitre de mon *18-Brumaire*, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la Révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *briser*. (Souligné par Marx ; dans l'original, le mot est *zerbrechen*.) C'est la condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris » (*Neue Zeit*, XX, 1, 1901-1902, p. 709.) [...]

« Briser la machine bureaucratique et militaire » : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution. ■

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Xavier Brunoy
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0915 P 11506. Distribué par Presstalis.
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Lutte ouvrière, Mitterrand et le front populaire : Une longue histoire révisionniste

Lutte ouvrière (LO) organisait le 13 mai dernier à Montreuil un grand meeting de son « cercle Léon Trotsky » à l'occasion du 30^e anniversaire, le 10 mai, de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la république, et sans nul doute à l'occasion du début de la campagne électorale de leur candidate Nathalie Arthaud au même poste.

On a eu droit à un discours de près de deux heures énonçant une liste longue (et partielle) des crimes de Mitterrand, de son passé vichyste à son rôle au premier rang de la répression au début de la guerre d'Algérie en tant que ministre de l'Intérieur et ministre de la Justice, puis comme chef de file de l'Union de la gauche et finalement chef de l'impérialisme français de 1981 à 1995.

L'Union de la gauche, avec son « programme commun » signé en 1972 entre le Parti socialiste, le Parti communiste et les bourgeois du Mouvement des radicaux de gauche, était un « front populaire », une alliance de collaboration de classes entre les deux grands partis ouvriers réformistes et un petit parti capitaliste. Comme l'écrivait Trotsky en juillet 1936 :

« La question de toutes les questions est maintenant le Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme une manœuvre tactique ou même technique, pour pouvoir à l'ombre du Front populaire mener leurs petites affaires. En réalité le Front populaire est pour cette époque-ci **la question capitale de la stratégie de classe prolétarienne**. Il donne aussi le meilleur critérium pour la différence entre bolchévisme et menchévisme car on oublie souvent que le plus grand exemple historique de front populaire est la révolution de Février 1917. »

– Lettre de Trotsky à la direction du RSAP, 16 juillet 1936 (*Bulletin intérieur international* n° 3, début mai 1938)

Pour Trotsky, l'opposition au front populaire était une question de principe. Le PCF venait de trahir la situation pré-révolutionnaire de Juin 36 au nom de l'alliance du Front populaire (voir notre article « Comment le PCF a saboté la possibilité d'une révolution ouvrière – Le Front populaire de Juin 36 », *le Bolchévik* n° 179 et 180, mars et juin 2007), et les centristes du POUM espagnol, qui avaient signé le pacte de front populaire en janvier 1936, allaient faire de même avec la Révolution espagnole (voir *Spartacist* édition française n° 39, été 2009).

L'objectif du discours de Lutte ouvrière était de rappeler que la participation du PCF au gouvernement de Mitterrand en 1981-1983 avait grandement contribué à l'effondrement du PCF, dont celui-ci ne s'est jamais remis. Sans doute la politique de Lutte ouvrière revient-elle au fond à faire pression sur les militants du PCF pour qu'ils ne recommencent pas en 2012 : « *Le dévouement à leur parti comme aux intérêts des couches populaires, la combativité et la persévérance de ces militants mériteraient une autre politique que cette perpétuelle recherche d'alliance électorale* » (*Lutte de Classe*



1974, 1981, 2007 : LO appelle à voter pour les candidats du front populaire capitaliste. Pour 2012, cela dépendra des calculs opportunistes de LO.

n° 135, avril). Mais à aucun moment, et pour cause, l'orateur de Lutte ouvrière n'en a profité pour expliquer que *toutes* les alliances de collaboration de classes avec la bourgeoisie ont pour objectif de paralyser la classe ouvrière et elles pavent la voie à sa défaite. Seule une représentante de la LTF a pu le faire observer dans ses remarques depuis la salle à la fin de la présentation. Voici son intervention :

« LO s'est bien gardée dans cette présentation de rappeler la position de Lénine pendant la Révolution russe de 1917, ainsi que celle de Trotsky notamment face au front populaire en Espagne et en France en 1936 : la position léniniste-trotskyiste c'est l'opposition irréductible aux alliances de collaboration de classes entre des partis de la classe ouvrière et des partis ou des représentants individuels de la bourgeoisie, car ces alliances de front populaire mènent toujours à la défaite et à la démoralisation de la classe ouvrière. La Révolution russe a été victorieuse car Lénine s'est opposé à tout soutien politique, sous quelque forme que ce soit, au gouvernement provisoire de l'époque.

« Trotsky qualifiait le front populaire de "plus grand crime". C'est pourquoi les trotskystes, suivant l'exemple du SWP américain de James P. Cannon des années 1930 à 1950, refusent par principe de voter pour le front populaire, y compris pour ses candidats membres de partis ouvriers. La Ligue trotskyste de France avait ainsi appelé à ne pas voter pour le front populaire de Mitterrand en 1981, contrairement à Lutte ouvrière qui avait foulé aux pieds l'indépendance de classe du prolétariat en appelant à voter pour cet ancien politicien capitaliste de la Quatrième république allié au PCF mais aussi aux Radicaux de gauche bourgeois.

« LO a beau faire de belles descriptions des crimes du front populaire de Mitterrand, ils n'ont rien appris ni rien oublié de leur soutien de l'époque pour Mitterrand. En un quart de siècle ils sont passés du vote "sans illusion mais sans réserve" pour Mitterrand le 10 mai 1981 au vote "sans réserve mais sans illusion" pour Ségolène Royal en 2007. Et ils ont franchi un an plus tard un pas supplémentaire dans leur soutien au front populaire en passant des accords en 2008 avec le PCF, les chevènementistes, etc. pour former des majorités municipales et voter le budget des mairies capitalistes de gauche, ce qu'ils font depuis trois ans maintenant.

Suite page 17

L'impérialisme français renforce sa mainmise sur la Côte d'Ivoire

18 mai – Nous reproduisons ci-après un tract publié par la LTF le 4 avril à la nouvelle de l'intervention militaire française à Abidjan pour chasser Laurent Gbagbo du pouvoir en Côte d'Ivoire. Le 11 avril Gbagbo était arrêté dans le palais présidentiel par les troupes françaises et les « forces républicaines » de l'opposant à Gbagbo, Alassane Ouattara, après d'intenses bombardements français. Depuis, les exactions se multiplient. Ainsi Basile Mahan Gahé, secrétaire général du syndicat Dignité, a été arrêté il y a trois semaines, et l'on ignore à ce jour tout du lieu et des conditions de sa détention (l'Humanité, 17 mai). **Libération immédiate de Mahan Gahé et des militants ouvriers emprisonnés !**

Le tract de la LTF a été diffusé lors de plusieurs manifestations à Paris contre l'intervention française en Côte d'Ivoire. Ces manifestations, marquées par l'absence de la gauche française, avaient mobilisé presque exclusivement des militants ivoiriens pro-Gbagbo. En dépit de notre claire opposition politique au régime bourgeois de Gbagbo, nombre de manifestants ont bien accueilli notre tract, ainsi que notre déclaration internationale en défense de la Libye contre l'intervention impérialiste. Pour eux, le lien était évident entre ces deux interventions de l'impérialisme français. A l'inverse, la scandaleuse absence du mouvement ouvrier français des protestations à Paris contre cette nouvelle barbouzerie « françafricaine » est sûrement en rapport avec le soutien déclaré ou voilé que les réformistes n'ont cessé de témoigner pour les « révolutionnaires » libyens, même après que ces derniers étaient devenus les simples troupes terrestres des impérialistes pour chasser Mouammar Kadhafi du pouvoir et faciliter encore le pillage impérialiste du pays (voir notre article en première page).

* * *

Défense de la Côte d'Ivoire contre l'attaque impérialiste ! Troupes françaises, de l'ONU, hors de Côte d'Ivoire !

Les troupes impérialistes de la France et de l'ONU interviennent depuis aujourd'hui officiellement dans la guerre civile en Côte d'Ivoire, bombardant à l'arme lourde le palais présidentiel et les camps militaires fidèles à Laurent Gbagbo. Nous exigeons l'arrêt immédiat de ces frappes et le retrait inconditionnel de toutes les troupes de l'ONU et des troupes françaises. Il est du devoir de la classe ouvrière en France de s'opposer à cette nouvelle intervention sanglante de la soldatesque impérialiste française. Nous protestons aussi contre la chasse à l'homme pratiquée jusque dans les rues de Paris contre les partisans de Gbagbo, les flics français ayant procédé à des dizaines d'arrestations hier au commissariat central de Clignancourt dans le 18^e arrondissement, et à nouveau ce soir.



Luc Gnago/Reuters

Colonne de blindés français à Abidjan le 8 avril. La sanglante intervention militaire de l'impérialisme français a été décisive pour chasser Gbagbo.

Nous avons pour position ces dernières années que les deux camps en présence dans la guerre civile ivoirienne étaient deux camps également réactionnaires et, en fait, pro-impérialistes, entre lesquels les marxistes ne prenaient aucun côté. Le régime de Gbagbo (qui a donné, entre autres, la concession du terminal à conteneurs du port d'Abidjan au copain de Sarkozy le capitaliste Bolloré) avait fait sienne la propagande sur l'« ivoirité » transformant en non-citoyens des millions de personnes qui vivaient en Côte d'Ivoire depuis des années (ou depuis leur naissance) parce qu'elles faisaient parties d'ethnies du nord du pays ou des pays avoisinants au nord. Ce concept raciste avait été développé par Henri Konan Bédié, actuel allié d'Alassane Ouattara, le dirigeant du camp anti-Gbagbo. Ouattara est un ex-directeur général du FMI dont les troupes viennent de massacrer des centaines de personnes à Duékoué dans l'ouest du pays.

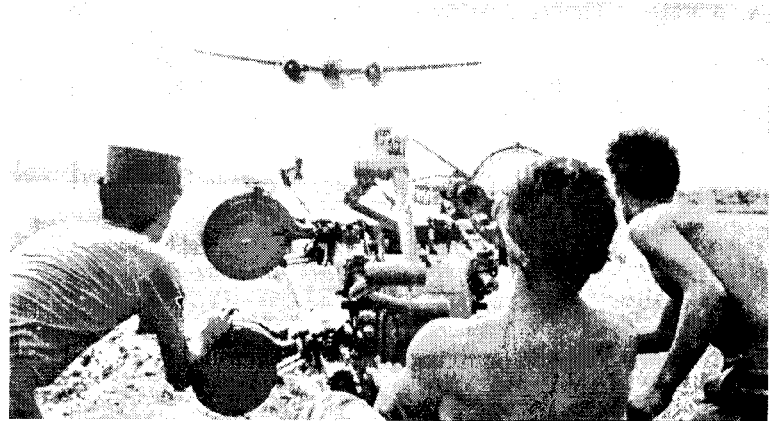
Ce qui a changé, c'est que les impérialistes et notamment les impérialistes français interviennent ouvertement du côté des forces à la solde d'Alassane Ouattara. Après avoir sans doute préparé de longue date l'offensive militaire de ce dernier en lui fournissant des armements, ils ont franchi le pas en intervenant directement quand l'offensive militaire ouattariste a marqué le pas à Abidjan. Comme nous l'écrivions dans notre article de décembre 2004 (« Carnage à Abidjan : made in France – Troupes françaises et de l'ONU, hors de Côte d'Ivoire ! ») : « Dans tout conflit entre troupes françaises et ivoiriennes (ou rebelles) nous sommes sans ambiguïté du côté opposé à notre propre impérialisme. » Nous dénonçons également l'attaque impérialiste contre la Libye de Kadhafi, avec les troupes françaises en première ligne, et défendons la Libye contre cette attaque (voir la déclaration de la Ligue communiste internationale du 20 mars).

Suite page 16

Baie des Cochons, avril 1961 :

La Révolution cubaine a mis en déroute l'invasion soutenue par les USA

Nous célébrons en avril le 50^e anniversaire de la défaite de l'invasion de la baie des Cochons (Playa Girón) organisée par la CIA, une tentative d'abattre la révolution sociale qui avait renversé le capitalisme en 1960. Cette attaque, lancée le 17 avril 1961 par des troupes composées de contre-révolutionnaires et de mercenaires équipées de bombardiers, de péniches de débarquement et de chars américains, fut repoussée en moins de trois jours par les héroïques combattants cubains. Les informations sur la composition sociale des forces d'invasion fournies par les autorités cubaines étaient révélatrices : 100 propriétaires de plantation, 67 propriétaires terriens, 35 propriétaires d'usine, 112 entrepreneurs, 179 personnes vivant de revenus ne provenant pas d'un salaire, 194 anciens soldats de la dictature de Batista qui venait d'être renversée par la guérilla de Castro.



Raúl Corrales

Les combattants cubains ont vaincu l'invasion contre-révolutionnaire de la baie des Cochons en 1961.

C'est le président démocrate John F. Kennedy qui, au début de son mandat de chef des armées de l'impérialisme américain, donna l'ordre de lancer l'opération de la baie des Cochons. Kennedy ne pardonna jamais à la CIA ce fiasco, dont la préparation avait reçu le feu vert de l'administration républicaine Eisenhower un an plus tôt. Par la suite, Kennedy continua de renforcer l'embargo contre Cuba et nomma son frère, le ministre de la Justice Robert F. Kennedy, responsable de l'« opération Mangouste » – une campagne de sabotage, de déstabilisation et de terreur mobilisant la CIA et une série d'agences gouvernementales. Dans le cadre de cette opération furent organisés plusieurs complots visant à assassiner Castro, et d'importants subsides furent versés à un centre d'espionnage à Miami constitué de *gusanos* (vers de terre, le surnom donné aux contre-révolutionnaires cubains) et de mafiosi. En octobre 1962, pendant la crise des missiles cubains, Kennedy amena le monde au bord de la guerre nucléaire sur la question des missiles soviétiques qui avaient été installés à Cuba avant d'être ensuite retirés.

Les intrigues et autres tentatives d'assassinat ont continué, que les présidents soient démocrates ou républicains. Début avril, un tribunal fédéral d'El Paso a acquitté Luis Posada Carriles, 83 ans, ancien agent de la CIA et survivant de la baie des Cochons, qui était accusé d'avoir menti lors d'une audience d'examen de son dossier d'immigration. Cet assassin est recherché à la fois par Cuba et par le gouvernement capitaliste populiste vénézuélien d'Hugo Chávez pour avoir fait exploser en 1976 un avion de ligne cubain avec 73 personnes à bord ; il est également recherché pour avoir organisé en 1997 des attentats à la bombe qui avaient tué un touriste italien et blessé douze autres personnes dans des hôtels à Cuba. Les fédéraux poursuivaient Posada Carriles en justice pour des infractions à la législation sur l'immigration afin de lui éviter l'extradition réclamée à plusieurs reprises par le Venezuela. Nous disons : extradé Posada Carriles vers Cuba !

Bien que gouvernés par une bureaucratie stalinienne nationaliste, les ouvriers et les paysans de Cuba bénéficient de nombreux acquis du fait du renversement du capitalisme sur l'île. Quand la guérilla petite-bourgeoise de Castro fit son entrée à La Havane en janvier 1959, l'armée et le reste de l'appareil d'Etat capitaliste de la dictature de Batista soutenue par les Etats-Unis furent détruits. Le nouveau gouvernement dut faire face à des tentatives de plus en plus nombreuses de l'impérialisme américain pour le réduire à sa merci par des pressions économiques. Lorsque Eisenhower tenta de diminuer les quotas de sucre cubain en janvier 1960, Castro signa un accord avec l'Union soviétique pour lui en vendre un million de tonnes par an. Quand les raffineries de pétrole détenues par l'impérialisme refusèrent de traiter le brut russe, cela entraîna la nationalisation des entreprises américaines à Cuba en août 1960, y compris les raffineries de sucre, les compagnies pétrolières ainsi que les compagnies d'électricité et de téléphone. En octobre de la même année, 80 % de l'industrie du pays avait été nationalisée. Cuba est devenu un Etat ouvrier déformé suite à ces nationalisations généralisées qui liquidèrent la bourgeoisie en tant que classe.

L'élimination de la production pour le profit et l'introduction d'un semblant de planification centralisée sur l'île ont fourni du travail, un logement et une instruction à tout le monde. Aujourd'hui encore, Cuba a l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés du monde, le pays est réputé pour son système de santé et le nombre d'enseignants et de médecins par habitant est le plus élevé du monde. La mortalité infantile est moins élevée qu'aux Etats-Unis, dans l'Union européenne ou au Canada. Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé cubain, tout en appelant à une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne, dont le programme nationaliste de « socialisme dans un seul pays » est un obstacle à l'extension nécessaire de la révolution socialiste à l'Amé-

rique latine et, de façon vitale, au bastion de l'impérialisme américain.

La lutte pour défendre et étendre la Révolution cubaine a toujours distingué notre tendance dès ses débuts en tant que Tendance révolutionnaire (RT) à l'intérieur du Socialist Workers Party (SWP). Contre la majorité du SWP qui identifiait le régime de Castro au gouvernement bolchévique révolutionnaire de Lénine et Trotsky, la RT s'est battue pour la conception que Cuba était devenu un *Etat ouvrier bureaucratiquement déformé*. En effet, après la baie des Cochons, le régime de Castro resserra son emprise politique sur le pays. Les journaux trotskystes furent censurés, les principaux dirigeants syndicaux furent remplacés par des apparatchiks staliniens, un système de parti unique fut mis en place, etc. La RT défendait la nécessité de construire des partis léninistes-trotskyistes à Cuba et aux Etats-Unis, tandis que la majorité du SWP abandonnait de plus en plus totalement toute perspective révolutionnaire en se mettant à la traîne du castrisme et du nationalisme noir.

A partir de cette analyse de la Révolution cubaine, la SL [Spartacist League, notre section américaine] a pu étendre la théorie marxiste pour expliquer comment des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés avaient été créés [voir notre brochure *Pour la révolution politique ! Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste : Chine, Cuba, Indochine...*]. A Cuba, un mouvement petit-bourgeois a pu, dans des circonstances exceptionnelles – l'absence de la classe ouvrière comme prétendante à part entière au pouvoir, la fuite de la bourgeoisie nationale, l'encerclement par des impérialistes hostiles, l'aide de l'Union soviétique –, finalement détruire les rapports de propriété capitalistes. Mais le castrisme (comme d'autres mouvements de guérilla paysans) ne pouvait pas conduire la classe ouvrière vers le pouvoir politique. Comme nous l'expliquons dans la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » de la Ligue communiste internationale :

« Dans les circonstances historiques les plus favorables qui puissent se concevoir, la paysannerie petite-bourgeoise n'a été capable de créer qu'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, c'est-à-dire un Etat de même ordre que celui qui a émergé de la contre-révolution politique de Staline en Union soviétique, un régime anti-ouvrier qui a bloqué les possibilités d'extension de la révolution sociale en Amérique latine et en Amérique du Nord, et qui a empêché Cuba d'aller plus avant vers le socialisme. Pour mettre la classe ouvrière au pouvoir politique et ouvrir la voie au développement socialiste il faut, en plus, une révolution *politique* dirigée par un parti trotskyste. »

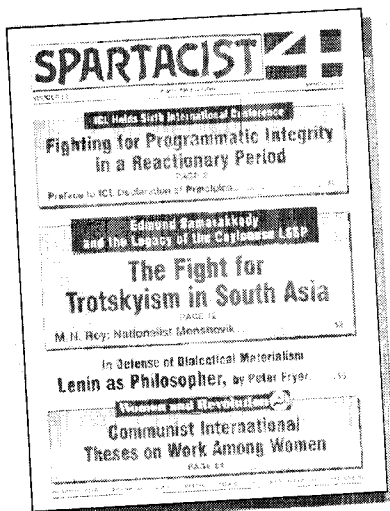


Bettmann

Deux ans après la tentative d'invasion, des *gusanos* cubains présentent le drapeau des brigades à leur parrain, le président américain Kennedy.

L'Union soviétique, qui avait fourni à Cuba un soutien militaire et une aide économique cruciaux, n'existe plus ; elle a été détruite par la contre-révolution capitaliste de 1991-1992 qui a suivi des décennies de mauvaise gestion stalinienne et de pressions impérialistes. L'économie cubaine a énormément souffert des conséquences de cette destruction, quoique de façon inégale et non uniforme. La majorité de la bourgeoisie américaine veut continuer à étrangler l'île par l'embargo commercial, mais certains éléments en son sein préconisent le desserrement de l'embargo et la fin de la politique américaine d'isolement diplomatique de Cuba, car ils pensent que ce seraient là des moyens plus efficaces pour renverser les acquis de la révolution. En attendant, Cuba reste dans la ligne de mire des impérialistes, un fait chaque jour rappelé à la population par la présence d'une base navale américaine (également centre de torture et de détention) dans la baie de Guantánamo. Etats-Unis, hors de la baie de Guantánamo, immédiatement ! La défense de l'Etat ouvrier déformé cubain contre l'ennemi de classe fait partie intégrante de notre programme pour le renversement de l'impérialisme américain sanguinaire par la révolution prolétarienne ici, dans le « ventre de la bête ».

– Traduit de Workers Vanguard n° 978, 15 avril



Vient de paraître !

Spartacist

édition anglaise
n° 62

Printemps 2011

1,50 €

(64 pages)

Commande à l'adresse du journal

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist* (éd. française)
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

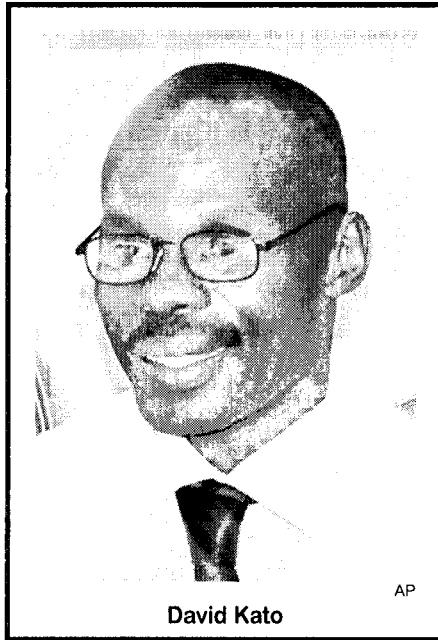
Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

Des réactionnaires américains attisent la terreur contre les homosexuels

Ouganda : un militant pour les droits des homosexuels sauvagement assassiné

Le 26 janvier, David Kato, un courageux combattant pour les droits des homosexuels, a été assassiné à coups de marteau chez lui à Kampala, en Ouganda. Il avait 46 ans. Cofondateur de Sexual Minorities Uganda [Minorités sexuelles Ouganda], une organisation pour les droits des homosexuels, Kato avait été à plusieurs reprises frappé, harcelé et emprisonné par la police. En octobre 2010, sa photo était apparue à la une de *Rolling Stone*, un journal réactionnaire local, accompagnant un article avec la manchette « *Pendez-les !* », qui montrait des photos, donnait des noms et révélait où se trouvaient des centaines d'homosexuels « connus » et de militants pour les droits des homosexuels. Kato a attaqué en justice le journal et obtenu l'équivalent de 460 euros de dommages et intérêts. Ce fut un procès historique. Quelques semaines plus tard, il était assassiné.



David Kato

pouvoir américain], Bahati a ouvertement déclaré que son objectif était de « *tuer les homosexuels jusqu'au dernier* ». Sa proposition de loi contre l'homosexualité a été rédigée un mois après une conférence qui s'était tenue en mars 2009 à Kampala, et à laquelle assistait un groupe de fondamentalistes chrétiens américains célèbres. Dans un article du 4 janvier 2010 intitulé « *Le rôle remarquable des Américains dans la campagne anti-homosexuels en Ouganda* », le *New York Times* en faisait ainsi le compte-rendu :

« D'après les participants et les enregistrements sonores, des milliers d'Ougandais, y compris des agents de police, des enseignants et des politiciens d'envergure nationale, ont écouté attentivement pendant trois jours les Américains qui leur avaient été présentés comme des experts de l'homosexualité. Les invités faisaient des présentations sur les méthodes pour

transformer un homosexuel en hétérosexuel, sur le fait que les homosexuels sodomisaient souvent de jeunes adolescents et pourquoi "le mouvement gay" est une institution du mal qui a pour but "de détruire la société basée sur le mariage et la remplacer par une culture de permissivité sexuelle". »

En Ouganda, l'homosexualité – définie comme étant « *la connaissance charnelle de tout individu contre l'ordre de la nature* » – est un crime puni d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 14 ans. Le président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 25 ans, appelle à pourchasser et emprisonner les homosexuels. Il continue à alimenter la violence homophobe en affirmant publiquement que les homosexuels recrutent des écoliers ougandais. Une proposition de « loi contre l'homosexualité » en discussion, rédigée par le député David Bahati, donnerait le feu vert de l'Etat pour tuer les homosexuels ; elle prévoit la peine capitale pour les personnes reconnues coupables d'« *homosexualité aggravée* », notamment celles qui ont des rapports homosexuels avec des handicapés ou des personnes de moins de 18 ans, ainsi que pour les personnes considérées comme « *délinquants sexuels récidivistes* ». La loi punit aussi de trois ans de prison quiconque refuserait de dénoncer des homosexuels à la police dans un délai de 24 heures.

Bahati se vante de ses liens avec d'influents évangélistes américains, et il est allé aux Etats-Unis étudier les « *principes de leadership chrétien* » d'un organisme connu sous le nom de « la Famille ». « La Famille » est un groupe clandestin de politiciens en vue, de PDG et autres personnalités, qui exerce depuis longtemps une influence politique considérable tant à Washington qu'à l'étranger. Elle organise chaque année à Washington un « petit-déjeuner national de prières » auquel tous les présidents des Etats-Unis depuis Eisenhower ont participé.

Dans un entretien avec Jeff Sharlet, auteur du livre *The Family: The Secret Fundamentalism at the Heart of American Power* [La Famille : le fondamentalisme secret au cœur du

Les larmes de crocodile d'Obama sur la mort de Kato

Peu après l'assassinat de Kato, le président Barack Obama, qui est personnellement contre le mariage homosexuel, a publié une déclaration pleine d'hypocrisie. Après avoir expli-



En octobre 2010, le journal ougandais *Rolling Stone*, montrant David Kato en couverture, appelait à pendre tous les homosexuels.

qué qu'il était « *profondément attristé d'apprendre l'assassinat de David Kato* », Obama poursuivait : « *Mon gouvernement continuera à soutenir vigoureusement les droits de l'homme et le travail d'assistance aux lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transsexuels à l'étranger. Nous le faisons parce que nous reconnaissons la menace qui pèse sur des dirigeants tels que David Kato, et que nous partageons leur engagement à faire progresser la liberté, l'équité et l'égalité pour tous.* »

Il n'y a qu'à observer le carnage de l'occupation en Afghanistan et en Irak, ou les missiles de croisière qui pleuvent sur la Libye pour mesurer l'« *engagement à faire progresser la liberté* » d'Obama, le chef des armées de l'impérialisme américain. Dans le cadre de la « *guerre contre le terrorisme* » mondiale menée par Washington, l'« *unité d'intervention rapide* » de la police ougandaise s'adonne « *à la torture, à la détention illégale et aux meurtres extralégaux de ses propres citoyens* », d'après un rapport de Human Rights Watch cité par le *New York Times* (23 mars). Pour ce qui est des sermons d'Obama sur les droits de l'homme, c'est l'assujettissement des pays néocoloniaux par les impérialistes qui perpétue la misère et les autres calamités. Cet état de choses nourrit la réaction religieuse et l'arriération sociale qui oppriment horriblement les femmes – comme on le voit avec la prévalence en Ouganda de l'excision, de la polygamie traditionnelle et du prix de l'épousée – ainsi que les homosexuels.

Beaucoup de choses ont été écrites sur les liens qui existent entre les chrétiens évangélistes américains et la loi pour « *tuer les homosexuels* » en Ouganda. En fait, les missionnaires chrétiens ont joué un rôle d'avant-garde dans la conquête de ce pays par les Britanniques au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. L'homophobie aujourd'hui omniprésente en Ouganda est en grande partie un reliquat du colonialisme britannique, dont les lois punissaient les gens du pays qui entretenaient des « *relations sexuelles contre nature* » – la même incrimination sur la base de laquelle Oscar Wilde fut emprisonné en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, des lois contre la « *sodomie* » existent encore dans plus de 35 anciennes colonies britanniques aux quatre coins du monde.

De plus, l'Occident chrétien industriellement avancé est loin d'être un refuge pour les gays et les lesbiennes. Les Etats-Unis, un des pays capitalistes « *avancés* » les plus arriérés politiquement du monde, traîne comme un boulet le fardeau du puritanisme et du fondamentalisme religieux. Les bigots avec la bible à la main, les croisés des « *valeurs familiales* » et autres réactionnaires sont là pour faire en sorte que les homosexuels continuent à subir violence, persécutions et déni de leurs droits. Ceci peut littéralement signifier une condamnation à mort : en 1998, Matthew Shepard, un étudiant de l'université du Wyoming, a été battu et retrouvé mort accroché à une clôture de barbelés ; en 2002, Gwen Araujo, un jeune transsexuel californien, a été sauvagement battu puis étranglé avec une corde.

L'oppression des homosexuels est directement liée à la subordination des femmes et des jeunes dans le cadre de l'unité sociale qu'est la famille. En tant qu'institution principale pour l'oppression des femmes dans la société de classes, la famille inculque l'obéissance à l'autorité et à la morale bourgeoise, avec comme résultat l'arriération religieuse. Cette dernière est à son tour renforcée par la puissance considérable des institutions religieuses. Dans la société capitaliste, quiconque dévie des rôles attribués aux genres masculin/féminin au sein de la famille est vu comme une menace à l'ordre social. La Ligue communiste internationale lutte pour

les pleins droits démocratiques pour les homosexuels. Ceci fait partie de notre combat révolutionnaire pour éradiquer toutes les oppressions basées sur le sexe, la race, l'ethnie ou la classe, en renversant le capitalisme et en instaurant une société socialiste égalitaire.

L'homophobie dans l'Afrique du Sud du néo-apartheid

David Kato, qui avait enseigné pendant plusieurs années en Afrique du Sud, évoquait dans une interview l'inspiration qu'il avait tirée du combat pour abattre l'apartheid, le régime honni de la domination blanche, sous lequel l'homosexualité était interdite : « *En Afrique du Sud, je me suis battu pour leur libération à Johannesburg et donc lorsque je suis rentré au pays, j'ai continué sur ma lancée – j'ai tenté de libérer ma propre communauté.* » Sur le papier, la constitution de l'Afrique du Sud post-apartheid, un des dix seuls pays au monde qui reconnaissent légalement le mariage homosexuel, s'oppose à la discrimination selon l'orientation sexuelle. Mais la réalité sur le terrain est tout autre : la violence contre les homosexuels est fréquente et répandue. Les lesbiennes sont souvent la cible de ce qu'on appelle le « *viol correcteur* ». Un exemple qui fit sensation était l'assassinat sauvage en avril 2008 d'Eudy Simelane, une star de l'équipe de football féminin d'Afrique du Sud. Lesbienne déclarée, Simelane est morte après avoir subi un viol collectif et reçu 25 coups de poignard.

Le président sud-africain Jacob Zuma, dirigeant de l'ANC, un parti nationaliste bourgeois, a lui-même encouragé la violence anti-homosexuels. Dans un discours prononcé en 2006, il proclamait que « *lorsque j'étais enfant, un unggingli [un homosexuel] n'aurait jamais osé se tenir devant moi. Je l'aurais mis KO.* » Zuma a aussi condamné ouvertement le mariage homosexuel comme étant « *une honte envers la nation et envers Dieu* ». Plus récemment, il a nommé ambassadeur d'Afrique du Sud en Ouganda un homophobe notoire qui demande la mise hors-la-loi du mariage homosexuel ! Ceci est considéré, à juste raison, comme un soutien explicite à la loi anti-homosexuels de l'Ouganda.

Nous devons saluer la mémoire de David Kato et le courage dont il a fait preuve dans la lutte contre la répression qu'il a subie, comme d'autres homosexuels en Ouganda. Mais la seule voie pour en finir avec les conditions de vie dégradantes dans toute l'Afrique et pour libérer ces pays de l'emprise de l'impérialisme, c'est de renverser le capitalisme. Cette perspective nécessite la mobilisation révolutionnaire du puissant prolétariat sud-africain, en majorité noir. Seule une révolution socialiste prolétarienne mondiale pourra débarrasser la planète de l'ordre impérialiste et de ses hommes de paille néocoloniaux. Cette révolution jettera les bases matérielles d'un monde nouveau où l'institution oppressive de la famille sera remplacée par la socialisation des soins aux enfants et des travaux ménagers. C'est seulement à ce moment-là que tous les rapports sociaux seront véritablement fondés sur le libre choix de chacun. La Ligue communiste internationale s'engage à défendre les buts libérateurs du communisme et la lutte, forcément mondiale, pour une société socialiste égalitaire sans classes.

– Traduit de Workers Vanguard n° 977, 1^{er} avril

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

« Unité nationale » : au profit des patrons, aux dépens des travailleurs

La catastrophe du tsunami au Japon et les crimes du capitalisme



Asahi Shimbun

13 mars : la ville de Natori, au nord du Japon, dévastée par le tremblement de terre et le tsunami

Nous reproduisons ci-dessous un article de Workers Vanguard (n° 978, 15 avril), journal de notre section américaine, rédigé sur la base de rapports écrits par nos camarades du Groupe spartaciste Japon.

* * *

12 avril – Le très violent tremblement de terre, au large de la côte nord-est du Japon, et la série de tsunamis dévastateurs ont causé une tragédie humaine aux proportions gigantesques. Ce qui était l'une des régions les plus belles du pays a été réduit à l'état de décombres et certaines zones pourraient être inhabitables pour des dizaines d'années à cause de la contamination radioactive provenant de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. La région continue d'être secouée par de violentes répliques : le 7 avril une secousse de magnitude 7,1 a frappé une grande partie du nord-est, endommageant à nouveau le complexe nucléaire déjà touché et mettant hors service la production électrique de trois autres installations nucléaires. Aujourd'hui le gouvernement japonais a annoncé que la centrale de Fukushima avait émis un tel niveau de radiation que la gravité de la catastrophe nucléaire a été relevée au niveau maximum – un niveau égal à celui qui fut attribué en 1986 à l'accident de Tchernobyl, dans l'ex-Union soviétique.

Si des dizaines de milliers de personnes sont déjà mortes ou portées disparues, le nombre exact de personnes ayant perdu la vie pourrait rester à jamais inconnu car des familles entières et des pans entiers de villages ont été balayés par la mer. Pendant près d'un mois après le tsunami, la zone de 20 km autour de la centrale nucléaire était couverte des corps d'un millier de victimes du tsunami. On les a laissés se décomposer parce que le gouvernement, évoquant le haut niveau de radiation, refusait de les ramasser et de les enterrer. Des centaines de milliers de survivants sont toujours sans abri, transférés sans arrêt d'un centre d'évacuation à l'autre, nombre d'entre eux n'ayant toujours pas assez à manger. Beaucoup de centres et même certaines institutions médicales

refusent l'accès à ceux qui n'ont pas reçu un certificat et un badge, qu'ils doivent porter en permanence, montrant qu'ils n'ont pas été exposés aux radiations.

Le gouvernement capitaliste se sert de cette tragédie comme justification pour enrégimenter la population. 40 % des effectifs de l'armée japonaise ont été déployés pour rétablir l'« ordre » dans les zones dévastées. Alors que des fournitures de première nécessité attendues en urgence sont retenues par les contrôles de sécurité, dans l'esprit de la croisade mondiale « antiterroriste » des impérialistes, ou sont retardées par l'indifférence bureaucratique habituelle, les médias bourgeois parlent de « pillages » de la part des survivants désespérés du tsunami et couvrent d'éloges l'armée pour ses mesures répressives. Pendant ce temps, la ville de Minami Soma recevait des centaines de caisses de nourriture et d'autres fournitures envoyées depuis l'étranger par des personnes ayant vu sur YouTube un appel du maire décrivant des habitants en proie à la faim, coincés dans les maisons et les abris alors que l'alerte nucléaire empêchait l'arrivée des cargaisons alimentaires du gouvernement (*New York Times*, 7 avril).

Dès le début, le gouvernement a menti sur l'ampleur des fuites radioactives à la centrale nucléaire endommagée, dans l'espoir d'apaiser la population. Mais moins de cinq heures après le séisme, d'après le Ministère de la Défense, le Premier ministre avait déclaré l'« état d'urgence nucléaire », ce qui indique clairement que la bourgeoisie était tout de suite consciente du danger.

La dissimulation, la désinformation et les mensonges débités par le gouvernement capitaliste continuent de mettre en danger la population dans les régions affectées et jusqu'à Tokyo, 250 km au sud. Alors que ceux qui en avaient les moyens financiers ont pu s'enfuir vers l'ouest du pays, la majorité de la classe ouvrière, surtout les pauvres, les malades et les personnes âgées, ont été abandonnés. Les gens quémandaient de la nourriture et des produits de première nécessité

comme de l'eau en bouteille, des piles ou des radios, qui continuent de manquer dans les magasins. Ceux qui s'occupaient de leurs proches infirmes ont également été pris au piège ; au Japon, soi-disant par égard pour les valeurs confucéennes de respect envers les ancêtres, les pensions des travailleurs retraités sont très basses et la prise en charge des personnes âgées retombe sur la jeune génération de travailleurs.

Dans l'« attente de la fusion totale », les gens sont retournés dans la région du Grand Tokyo où on leur a annoncé que le lait et certains produits frais contenaient des traces de radioactivité, de même que l'eau du robinet. (Stupidement et cyniquement, le gouvernement leur a dit qu'il suffisait de faire bouillir l'eau à consommer.) Pendant trois semaines, des coupures tournantes de courant ont perturbé les transports, ainsi que le chauffage et l'éclairage des particuliers, hôpitaux et entreprises ; l'utilisation de l'énergie pendant les chaleurs estivales étouffantes va certainement être restreinte. Depuis quatre semaines, des centaines d'héroïques ouvriers des centrales électriques risquent leur vie pour reprendre le contrôle de la centrale nucléaire, s'exposant à de fortes doses de radiations, étant donné que le gouvernement revoit à la hausse ce qu'il considère comme niveau de « tolérance ». Beaucoup d'entre eux, vivant dans les zones proches, ont déjà perdu leur famille et leur logement.

Profits exorbitants et complicité du gouvernement

Le tremblement de terre de Tohoku d'une magnitude 9 et les vagues de tsunamis, atteignant par endroits 20 m de haut, étaient des catastrophes naturelles. Mais la crise qui continue de se développer à la centrale nucléaire de Fukushima est uniquement le *fait de l'homme*, un produit de la rapacité de l'ordre capitaliste, pour lequel seuls les profits comptent et qui n'a que mépris pour la sécurité et la vie humaine.

En tant que socialistes scientifiques, nous sommes en faveur du développement et de l'utilisation des sources d'énergie pour le bien de l'humanité. Lorsque les ouvriers du monde dirigeront la planète, l'énergie sera générée et utilisée de la manière la plus rationnelle, efficace et sûre possible, ce qui impliquera le développement de nouvelles sources d'énergie. Nous avons déjà fait remarquer que les centrales nucléaires comportent des risques particuliers, ce qui mène à recommander qu'elles ne soient pas situées près des concentrations de population ou en l'amont de celles-ci par rapport au sens du vent. Mais on ne peut pas produire de l'énergie qui soit sûre tant que le principe directeur de l'économie sera la course au profit pour une classe d'exploiteurs possédant les moyens de production.

Sous le règne des capitalistes, pour lesquels les travailleurs ne sont qu'une autre forme de matière première à utiliser, les barrages hydroélectriques et les gazoducs ne seront jamais sécurisés contre des accidents de grande ampleur menaçant des communautés entières. Des accidents évitables sur les plates-formes pétrolières et dans les mines de charbon provoquent la mort de nombreuses personnes ; plus discrètement, aux Etats-Unis 1 500 mineurs de charbon à la retraite meurent chaque année de l'horrible « maladie du mineur » (silicose). En 2008 l'essor des biocarburants aux Etats-Unis a provoqué une pénurie de céréales alimentaires, ce qui a contribué au déclenchement d'une crise alimentaire mondiale : produire du carburant à partir d'éthanol de maïs était alors plus rentable que de le cultiver pour nourrir la population.

L'exemple du Japon démontre l'irrationalité inhérente au système capitaliste et souligne la nécessité d'une économie planifiée internationalement dans un monde socialiste. Le



Reuters

Distribution de nourriture à Ishinomaki, le 3 avril

Japon est historiquement un pays aux ressources naturelles pauvres et à forte densité de population. Depuis qu'il a fermé sa dernière mine de charbon en 2002, il importe du Proche-Orient près de 90 % de ses besoins pétroliers. S'efforçant d'atteindre l'autosuffisance énergétique, le pays, situé sur plusieurs failles tectoniques, produit près de 30 % de son électricité dans ses 55 réacteurs nucléaires (et projetait d'atteindre 50 %).

Une illustration à plus petite échelle de l'irrationalité du capitalisme : l'un des facteurs contribuant à la pénurie actuelle d'électricité est que les compagnies d'électricité privées, qui de fait détiennent le monopole dans les régions qui leur sont affectées, produisent l'électricité à des fréquences différentes. L'industrie électrique fut apportée au Japon pendant l'ère de la restauration Meiji à la fin du XIX^e siècle. Sa construction fut marquée par une concurrence féroce entre les bourgeoisies des différentes régions : celle basée à Tokyo importa des générateurs d'une société allemande utilisant le courant alternatif à 50 hertz alors que la bourgeoisie d'Osaka en importa de General Electric à une fréquence de 60 hertz. Avec seulement trois stations de conversion de fréquence aux capacités limitées, l'électricité produite à l'ouest du pays ne peut être facilement transférée vers l'est.

La société Tokyo Electric Power (Tepco) est l'une des dix sociétés d'électricité au Japon. Quatrième plus grand producteur privé d'électricité au monde, Tepco alimente les régions les plus industrialisées et les plus peuplées du Japon. L'année dernière elle a fait un bénéfice net de 140 milliards de yens (1,3 milliard d'euros), dû pour l'essentiel aux tarifs électriques exorbitants et à la complicité de l'Agence de sûreté nucléaire et industrielle qui a fermé les yeux sur les infractions à la sécurité. De plus, la société a pris des mesures pour réduire ses coûts : maintenance inadaptée sur des installations obsolètes, employés privés d'équipement de sécurité, utilisation de sous-traitants et d'employés précaires.

En 2002, Tepco a admis avoir soumis, à des centaines de reprises et pendant des années, des données falsifiées sur les rapports d'inspection de ses réacteurs nucléaires. 29 rapports falsifiés concernaient des fissures ou des signes de fissures sur des appareils au niveau du cœur de 13 réacteurs à la centrale de Kashiwazaki-Kariwa, dans la préfecture de Niigata, et des réacteurs des centrales n° 1 et 2 à Fukushima.

Kashiwazaki-Kariwa est la plus grande centrale nucléaire au monde. Après un tremblement de terre en 2007, Tepco a falsifié les quantités de substances radioactives qui s'étaient échappées dans l'air et en mer du Japon. Par la suite, pour compenser la perte due à la fermeture de la centrale pour

inspection et réparations, la société a comprimé les dépenses de maintenance dans toutes ses centrales.

La centrale de Fukushima Daiichi est la plus ancienne installation nucléaire de Tepco. Construite dans les années 1970, elle abrite six réacteurs et repose au-dessus d'une faille tectonique connue. Conçu par General Electric, le réacteur n° 1 de Fukushima Daiichi devait fermer en février. Son autorisation de fonctionnement a été prolongée de dix ans alors que des alarmes avaient révélé la vulnérabilité de son générateur auxiliaire aux dégâts des eaux. L'histoire de cette centrale est jalonnée de pratiques dangereuses, évitant les inspections de sécurité à de nombreuses reprises dans les dix dernières années, y compris deux semaines avant le séisme. Un rapport soumis le 28 février par Tepco à l'Agence de sûreté nucléaire et industrielle admettait que 33 équipements dans tous les réacteurs de la centrale Daiichi n'avaient pas été inspectés, dont un moteur et un générateur électrique auxiliaire du réacteur n° 1. Autre mesure de réduction drastique des dépenses, la société a choisi de stocker sur site le combustible usagé au lieu d'investir dans des moyens de stockage plus sûrs. Au moment du tremblement de terre, l'équivalent de six ans de barres d'uranium usagé s'étaient accumulées.

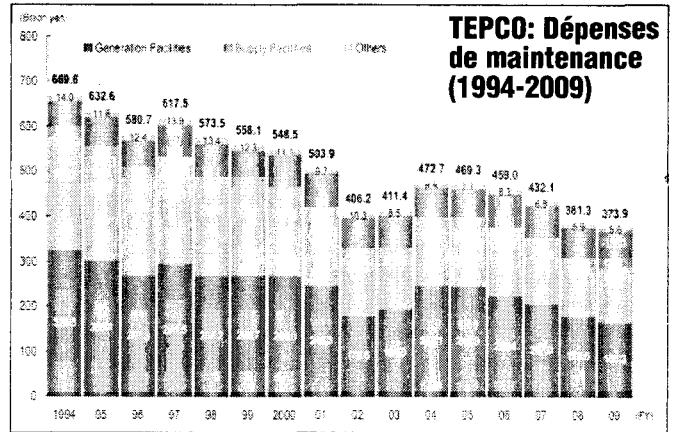
Déjà en 1972, l'agence de régulation nucléaire des Etats-Unis avait indiqué que les modèles de réacteur de General Electric étaient plus que d'autres susceptibles de fuites radioactives. Il y a quatre ans une équipe de recherche de Tepco a averti la société que la centrale n'était pas correctement protégée contre les séismes et les tsunamis, notant que ses digues n'étaient pas suffisamment hautes. En étudiant le mode opératoire des séismes dans la région sur plusieurs siècles, l'équipe expliquait qu'un fort séisme et un tsunami étaient depuis longtemps à l'ordre du jour et qu'il y avait 10 % de possibilités que le complexe, vieux de 40 ans, serait dévasté. Les responsables de Tepco ont ignoré ce rapport.

Nous luttons pour une révolution ouvrière au Japon pour arracher l'industrie des mains de ses propriétaires capitalistes gorgés de profit. Dans toute l'industrie nous nous battons pour un contrôle syndical des conditions de travail et, en cas de risques spécifiques, pour des luttes syndicales qui arrêtent les opérations. Ceci nécessite un effort concerté pour syndiquer l'industrie de l'énergie nucléaire, ainsi que les toujours plus nombreux fournisseurs et sous-traitants sans syndicats dans toute la branche. Mais les bureaucrates traîtres à la tête des syndicats se considèrent comme « partenaires » des capitalistes japonais. Cherchant à protéger le système de profit, ils n'agissent pas pour défendre leurs membres, et encore moins la classe ouvrière. Nous luttons pour une nouvelle direction, une direction lutte de classe des syndicats, qui se battra pour l'expropriation sans indemnité des patrons de l'énergie sous un gouvernement ouvrier. L'effort pour forger une direction de ce type fait partie intégrante de la lutte pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, dont le but sera de se débarrasser du système capitaliste d'esclavage salarié tout entier.

Les ouvriers de Fukushima

Le 19 mars, le Partisan Defense Committee, organisation de défense associée à la Spartacist League/U.S., a envoyé un courrier à la Fédération des ouvriers de l'industrie électrique, saluant l'héroïsme des ouvriers du nucléaire :

« Le courage et le dévouement des ouvriers de Fukushima Daiichi contrastent singulièrement avec le parasitisme et l'avidité des propriétaires et responsables de Tepco et de leurs porte-parole officiels au gouvernement. Ceux-ci ont mis en danger la population par leur opacité et leur incompétence. La préoccupation primordiale des capitalistes de tous les pays et dans toutes



Ce graphique de la société Tepco montre la baisse continue des dépenses de maintenance alors qu'elle a déclaré un profit de 1,3 milliard d'euros en 2010. Ci-dessous : le 30 mars, des manifestants dénoncent la négligence et les mensonges de Tepco devant le siège de la société à Tokyo.



les branches d'industrie, c'est les profits et non pas la sécurité des ouvriers ou l'intérêt de la société dans son ensemble. »

A ce jour, 21 ouvriers auraient été exposés à des niveaux potentiellement mortels de radiations en essayant de reprendre le contrôle de la centrale de Fukushima. Beaucoup plus tomberont malades : le gouvernement a récemment annoncé qu'il faudrait des mois avant que la fuite radioactive ne soit colmatée. Les effets à long terme des maladies dues aux radiations et les divers cancers induits dont souffriront ces ouvriers ne peuvent pas encore être connus, mais il est certain que beaucoup connaîtront une mort douloureuse. Nous exigeons les soins gratuits à vie pour ces travailleurs et leur famille.

Les quelque 400 ouvriers qui risquent actuellement leur vie sont considérés comme jetables par la société. Ils n'ont même pas été suffisamment équipés en dosimètres mesurant le taux de radiation ; certains n'ont reçu qu'une combinaison légère comme de la gaze à la place des équipements de protection individuelle standard ; ils manquent de masques à gaz, de bottes protectrices pour se déplacer, en conséquence des ouvriers sont obligés d'envelopper leurs chaussures dans des sacs poubelles en plastique.

D'après Kazuma Yokota, de l'Agence de sûreté nucléaire et industrielle, ces travailleurs dorment près des réacteurs à même le sol d'un immeuble, couvert d'une tôle contenant du plomb pour bloquer les radiations. Les ouvriers s'enroulent

dans des couvertures et dorment blottis les uns contre les autres. Pendant près de trois semaines, jusqu'à ce que cela provoque un tollé, ils ne recevaient que deux repas par jour : le matin, des biscuits et du jus de fruit, le soir, un sachet de riz à bouillir et de la nourriture en conserve. Au début chacun n'avait qu'une seule bouteille d'eau par jour.

Alors que ce pays se targue de ses innovations et de son usage de la robotique, aucun robot n'était disponible à Fukushima. Le professeur Satoshi Tadokoro, le principal chercheur en robots secouristes, a déclaré que son équipe avait travaillé au développement de robots pouvant être utilisés dans ce type de situation, mais que la recherche avait été interrompue. « *Les sociétés à la tête des centrales ont indiqué qu'elles n'avaient pas besoin de ce genre de robots parce que leurs centrales nucléaires n'ont jamais d'accident et sont sûres* » (cité par le site web du Centre pour la localisation et le secours assistés par des robots de l'université A&M du Texas). Une entreprise française a expédié par bateau des robots immédiatement après le tsunami, mais le gouvernement japonais en a arrêté la livraison parce que l'expédition n'avait pas respecté les normes appropriées.

S'inspirant de ses grands frères General Electric et Westinghouse, qui avaient envoyé au Japon dans les années 1970 des équipes d'ouvriers noirs effectuer des travaux similaires dans les centrales nucléaires, Tepco a pour pratique d'embaucher comme travailleurs temporaires des *Burakumin* (la caste des « intouchables » au Japon) et des journaliers venant des quartiers miséreux de Sanya à Tokyo et de Kamagasaki à Osaka. Surnommés « *tsiganes genpatsu* (du nucléaire) », ces ouvriers ne sont pas syndiqués. En général embauchés par des sous-traitants, ils vont d'une centrale à



Doro-Chiba

Les ouvriers de nettoyage du nucléaire, n'ayant pas été équipés en bottes étanches, ont été forcés d'utiliser de minces sacs en plastique pour marcher dans l'eau radioactive.

l'autre, travaillent selon des normes d'exposition aux radiations moins restrictives que les ouvriers sous contrat à durée indéterminée, et pour des salaires et avantages sociaux moindres. Dans les années 1980, les tentatives de syndiquer cette main-d'œuvre ont été annihilées par des gangsters qui menaçaient de s'en prendre aux familles des représentants syndicaux.

L'année dernière à la centrale de Fukushima Daiichi, 89 % des ouvriers étaient précaires (*New York Times*, 10 avril). Leurs tâches « normales » incluent d'enlever avec des brosses et des chiffons la poussière radioactive de centaines de pièces à l'intérieur des réacteurs. Ils sont actuellement en première

Honneur aux héroïques ouvriers japonais du nucléaire !

Le Partisan Defense Committee a envoyé le 19 mars la déclaration de solidarité suivante à la Fédération syndicale des travailleurs des industries apparentées à l'énergie électrique du Japon.

Le Partisan Defense Committee salue les membres héroïques de votre syndicat qui risquent leur vie pour essayer de contrôler la situation dangereuse à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi suite au tremblement de terre et au tsunami. Le PDC est une organisation de défense légale et sociale associée à la Spartacist League/U.S. qui, avec le Groupe spartaciste Japon, sont des sections de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Le courage et le dévouement des ouvriers de Fukushima Daiichi contrastent singulièrement avec le parasitisme et l'avidité des propriétaires et responsables de Tepco et de leurs porte-parole officiels au gouvernement. Ceux-ci ont mis en danger la population par leur opacité et leur incompétence. La préoccupation primordiale des capitalistes de tous les pays et dans toutes les branches d'industrie, c'est les profits et non pas la sécurité des ouvriers ou l'intérêt de la société dans son ensemble.

Cela souligne qu'il est nécessaire et urgent que les syndicats contrôlent toutes les conditions de travail et de sécurité à tous les niveaux. Pour que le labeur des travailleurs serve la société et non le profit des patrons, il faut que la classe ouvrière s'empare du pouvoir pour administrer une économie planifiée et collectivisée.

Nous avons l'intention de diffuser à l'échelle internationale ce message aux organisations du mouvement ouvrier et de les encourager à apporter de la même façon leur soutien.

* * *

Le PDC appelle les syndicats et autres organisations à envoyer au syndicat leurs propres messages de solidarité avec les ouvriers du nucléaire de la centrale de Fukushima – connus sous le nom des « 50 de Fukushima » – dont certains ont déjà été hospitalisés. On peut les faire parvenir par email à : icemjaf@blue.ocn.ne.jp. Le PDC a fait un don de 500 \$ au syndicat et appelle à faire de même. Pour faire un virement : Nom de la banque : Mitsuho Bank Ltd ; code SWIFT : MHBKJPJT ; nom de l'agence : agence de Shiba ; adresse de l'agence : 5-34-7, Shiba, Minato-Ku, Tokyo 108-0014, Japon ; intitulé du compte : Nihon Kagaku Enerugi-Kouzan Roudoukumiai Kyougikai ; numéro de compte : 054-3316103. Veuillez préciser « Earthquake » sur le formulaire de virement.

* * *

Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale.

ligne pour essayer de refroidir la centrale contaminée, prenant un terrible risque personnel.

La croisade réactionnaire pour l'« unité nationale »

Le déplacement soudain de la plaque tectonique du Pacifique sous la plaque nord-américaine a causé le séisme du 11 mars, provoquant une rupture des fonds marins longue de 300 km et large de 150 km. L'île principale de Honshu a été déplacée de 2,5 mètres vers l'est et l'axe de la Terre a été décalé de 10 cm. Les implications politiques et économiques pour la population ont aussi été très visibles, la bourgeoisie utilisant la terrible situation pour mener une énorme campagne d'« unité nationale » afin d'intensifier les attaques contre la classe ouvrière. Tout en travaillant à renforcer l'appareil répressif de l'Etat, la bourgeoisie présente son armée, qui participe aux guerres impérialistes contre l'Irak et l'Afghanistan, sous l'aspect d'une force « humanitaire ».

La colère et la frustration sont largement répandues et justifiées face à l'incompétence flagrante du gouvernement capitaliste suite à la catastrophe et à ses perpétuelles dissimulations cyniques. En tant que marxistes révolutionnaires, nous cherchons à transformer cette méfiance et cette colère en une compréhension plus profonde par le prolétariat qu'il faut renverser cet ordre capitaliste irrationnel par des révolutions ouvrières. Par contre la gauche réformiste cherche à canaliser les divers mécontentements et frustrations des travailleurs et opprimés vers une campagne pour renforcer les illusions dans l'Etat bourgeois.

Inquiet de la colère croissante dans la population contre ses dissimulations, le gouvernement a sorti de son chapeau ce résidu féodal qu'est l'empereur Akihito, pour qu'il fasse sa toute première déclaration télévisée. Cela s'est retourné contre lui, renforçant les soupçons que la situation était hors de contrôle. Crédité de 20 % d'opinions favorables avant le séisme et dirigeant une économie en pire état que celles des autres puissances impérialistes, le Premier ministre Kan, du Parti démocrate – le cinquième en quatre ans – a courtisé l'opposition, le Parti libéral démocrate (PLD) qui a dirigé le Japon pendant des dizaines d'années, pour former un gouvernement d'« unité nationale ». Dans les conditions actuelles, le PLD n'est pas pressé de prendre part aux responsabilités. Le Parti communiste du Japon (PCJ), lui, toujours prêt à montrer sa loyauté envers la bourgeoisie, a annoncé le 14 mars que les prochaines élections municipales devraient être reportées, car selon les propos de Shii, son président, « *l'heure est à la mobilisation nationale pour le sauvetage et le redressement, indépendamment des divergences idéologiques.* » Le Parti social-démocrate (PSD, anciennement Parti socialiste) estime dans la même veine que la « *crise nationale* » nécessite « *un cadre de collaboration entre tous les partis politiques* ».

La militarisation des secours et la gauche réformiste

La déclaration de l'état d'urgence nucléaire a donné le feu vert au déploiement de l'armée, nommée « Forces d'auto-défense » (FAD), plaçant de fait le nord-est du Japon sous la loi martiale. C'est la plus grande mobilisation militaire depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale avec le déploiement de plus de 100 000 soldats et réservistes, 209 hélicoptères, 321 avions et 57 navires.

La législation permettant de mobiliser l'armée si facilement a été élaborée par un gouvernement précédent, la coalition dirigée par le Premier ministre PSD Tomiichi Murayama,



Reuters

2 avril : le Premier ministre s'adresse aux troupes déployées dans la préfecture de Fukushima, dans le cadre de l'« état d'urgence nucléaire ». C'est la plus grande mobilisation militaire au Japon depuis la Deuxième Guerre mondiale.

après le séisme de 1995 à Kobe. Votée en 1999, la loi rendait obligatoire la militarisation des ports, aéroports et personnels médicaux civils en cas de « situations périlleuses ».

La loi stipule que les pompiers font partie de l'Etat. Mais contrairement aux flics et aux soldats, ce sont des travailleurs qui effectuent un service utile à la société. Nous soutenons les efforts des pompiers japonais pour créer un syndicat qui les représente. Les médias bourgeois ont quasiment passé sous silence les efforts des pompiers et des ouvriers qui travaillent sur les centrales à Fukushima. Par contre les FAD sont présentées comme des héros. Si leur mission consiste officiellement à fournir des moyens de transport et à aider à la distribution des fournitures de secours, la réalité est bien différente.

L'aide et les fournitures provenant d'autres pays sont restées dans les entrepôts pendant des semaines, lorsqu'elles n'étaient pas simplement renvoyées. Des couvertures d'Indonésie ont été refusées au prétexte qu'elles étaient trop minces ; 15 000 tonnes de riz de Thaïlande ont été carrément rejetées. Une tonne de matériel médical en provenance d'Ukraine, y compris des pastilles d'iode, n'a pas été accepté, n'ayant « pas reçu de certification » ; Singapour a dû affréter des camions privés pour livrer l'aide aux zones touchées. Comme après le tremblement de terre de Kobé, lorsque le gouvernement avait retardé la livraison même des biens de première nécessité, les *yakuza* (crime organisé) ont réussi à remettre des tonnes de matériel aux évacués.

Beaucoup d'évacués se plaignent de n'avoir eu pendant des semaines rien d'autre à manger, pour les plus chanceux, qu'une boule de riz, un bol de nouilles et un peu d'eau. Les syndicalistes et d'autres personnes qui sont allés au nord chercher des proches et apporter des vivres ont rapporté que depuis des semaines l'armée empêche l'aide d'arriver à ceux qui en ont besoin, bloquant les voitures civiles car les FAD doivent « sécuriser les voies de secours ». Des camionnettes de ravitaillement ont été refoulées des autoroutes principales ; les gares ferroviaires et les arrêts de bus seraient sous contrôle des FAD. Dans les villes, grandes et moyennes, les FAD sont aussi déployées en patrouilles « anti-délinquance », aux côtés de la police (*Asahi Shimbun*, 4 avril).

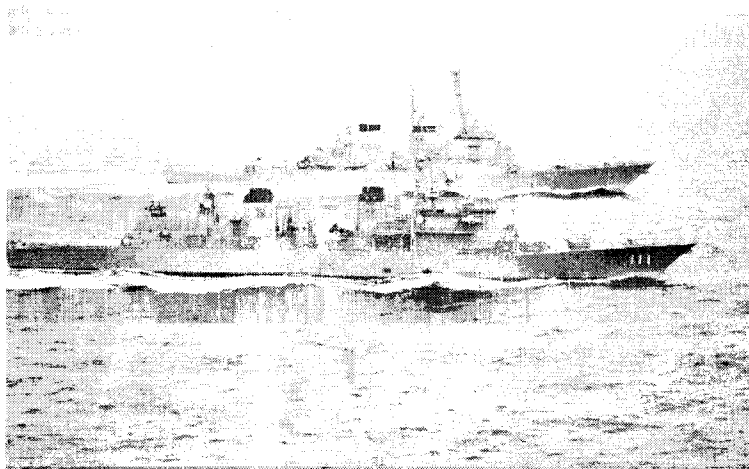
Les quotidiens bourgeois libéraux *Mainichi* et *Asahi* appellent à rationaliser les agences gouvernementales pour créer un système de commandement central similaire à celui

qui fut appliqué après le grand séisme de Kanto en 1923. C'est dans les années 1920 au Japon, marquées par les chasses aux sorcières anticommunistes dans le cadre de la « loi pour la préservation de la paix », que les cliques militaristes réactionnaires gagnèrent de l'influence au gouvernement.

Bien dans sa ligne réformiste social-patriote, la plupart de la gauche japonaise soutient les mesures d'« urgence » et se plaint à l'occasion que la militarisation de la société ne soit pas suffisamment centralisée ou efficace. Ce ne sont pas seulement les sociaux-démocrates et les soi-disant communistes qui parlent ainsi : les groupes plus petits, parfois décrits comme la « nouvelle gauche », le font aussi pour l'essentiel. Ces organisations sont historiquement caractérisées par leur choix du « troisième camp » entre l'impérialisme et l'Union soviétique, une mince couverture à leur alignement direct derrière leur « propre » bourgeoisie.

Ainsi la critique principale du groupe Kakumaruru contre le gouvernement est qu'il ne mobilise pas suffisamment l'armée pour défendre et protéger la population ; Kakumaruru se plaint que « l'armée a été déployée au coup par coup » et trop lentement, et que le « gouvernement, l'armée nationale, les autorités locales comme la police n'ont pas mis en place de centre unique d'information » (Kaiho, 15 mars). Le PCJ et Kakumaruru exigent la publication des photos de la zone frappée par le tsunami prises par les satellites envoyés dans l'espace pour espionner les États ouvriers déformés de Chine et de Corée du Nord. Kakumaruru écrit : « Le gouvernement doit tout d'abord utiliser les capacités de collecte d'information de l'armée nationale japonaise et se servir pleinement des satellites espions pour prendre la mesure complète des dévastations dans toutes les zones » (Kaiho, 15 mars). Kakumaruru exige aussi une meilleure collaboration entre l'armée et les flics.

Le groupe Chukaku, lui, prend une posture plus oppositionnelle vis-à-vis du gouvernement, mais relaie l'illusion que l'armée impérialiste japonaise peut être mise au service de la population. Chukaku se plaint que « le maintien de la sécurité nationale a été jugé prioritaire par rapport au secours des victimes et à l'approvisionnement de l'aide [par les FAD], qui sont mis à l'arrière-plan » (Zenshin, 21 mars). Si Chukaku appelle avec raison à un effort « autonome » de la classe



U.S. Navy

Des navires de guerre américains et japonais mènent des manœuvres anti-submersibles dans le Pacifique en décembre 2007.

ouvrière en soutien aux victimes de la catastrophe, il prétend en même temps que les soldats font partie de la classe ouvrière. Cette idée fait obstacle à ce que le prolétariat parvienne à une conscience de classe élémentaire. Cherchant à aider le capitalisme à redéfinir ses priorités, Chukaku recommande de « réduire les dépenses militaires » plutôt que les subventions pour les familles pauvres. L'orientation réformiste de Chukaku consiste à appeler à ne pas remettre en cause la Constitution et à essayer d'obtenir un gouvernement moins réactionnaire dans le cadre capitaliste ; le principal mot d'ordre de leur déclaration d'urgence du 12 mars est de « lutter contre le néolibéralisme ».

L'une des principales exigences du groupe Kakehashi, parfois identifié à tort au trotskysme, est la fermeture immédiate de toutes les centrales nucléaires. Tout comme les partisans plus traditionnels de l'écologie politique, il considère que la technologie est un problème plus grave que le capitalisme. Kakehashi est aussi en accord avec le PSD qui appelle à « tourner le dos à l'énergie nucléaire ». Le PCJ, de son côté, n'appelle pas à l'abolition du nucléaire ; il a depuis longtemps une position ouvertement nationaliste pour une autosuffisance énergétique du Japon. Même si nous avons la plus grande méfiance envers les industriels de l'énergie et leurs prétentions de disposer de réacteurs nucléaires sûrs sous le capitalisme, nous nous opposons à la croisade contre l'énergie nucléaire en soi.

Les États-Unis sont le seul pays à avoir utilisé des bombes atomiques (incinérant Hiroshima et Nagasaki pendant la Deuxième Guerre mondiale, alors que le Japon était en fait déjà vaincu) ; ils répandent maintenant la mort et la destruction en Afghanistan, en Irak et en Libye. Ceci n'empêche pas le gouvernement japonais d'essayer aujourd'hui de présenter sous un jour humanitaire l'armée américaine, qui appelle hypocritement Opération *Tomodachi* (ami) sa mobilisation militaire suite au tremblement de terre. Les capitalistes japonais cherchent à renforcer l'alliance militaire USA-Japon, qui est d'abord et avant tout une alliance anticommuniste, initialement dirigée contre l'État ouvrier dégénéré soviétique et ciblant aujourd'hui la Chine et la Corée du Nord. Avec près de 50 000 soldats américains répartis dans 85 bases militaires sur tout l'archipel japonais, cette alliance est aussi destinée à réprimer les luttes de la classe ouvrière militante dans toute l'Asie.



EPA

Le 21 mars, les pompiers combattent les incendies dans les environs d'Ishinomaki, dans la préfecture de Miyagi ; les décombres fument encore dix jours après le désastre.

Dans d'autres circonstances, certaines industries capitalistes en difficulté peuvent être nationalisées parce qu'elles sont jugées indispensables au fonctionnement du système tout entier ou dans le but, grâce à l'argent public, de les moderniser et de les rendre plus rentables. En Grande-Bretagne, après la Deuxième Guerre mondiale, beaucoup d'entreprises en faillite furent nationalisées et leurs anciens propriétaires grassement indemnisés, alors que les travailleurs recevaient de maigres salaires et payaient des impôts élevés. Si nous nous opposons aux privatisations, qui s'accompagnent toujours d'attaques contre les syndicats, les salaires et les conditions de travail, le programme social-démocrate de nationalisations capitalistes n'a rien à voir avec la lutte pour arracher les moyens de production des mains des capitalistes par la révolution socialiste.

Aujourd'hui la réaction des syndicats souligne les contradictions au sein de ces organisations ouvrières. Les syndiqués de base ont montré un énorme élan de solidarité avec les victimes de la catastrophe, souvent accompagné d'une certaine volonté d'action indépendante. Beaucoup de syndicats collectent pour aider leurs membres et certains organisent leurs propres moyens de transport pour faire parvenir directement l'aide. En même temps le programme politique de la direction des trois centrales syndicales – Rengo, Zenrokyo et Zenroren – est de sacrifier les intérêts des travailleurs sur l'autel de l'« unité nationale » avec la bourgeoisie.

Dans cet ordre, plusieurs syndicats ont annoncé l'ajournement ou l'annulation des négociations salariales annuelles *shunto*. Alors que les travailleurs de Fukushima risquent leur vie en essayant de reprendre le contrôle de la centrale, leur direction syndicale renonce lâchement à toute demande d'augmentation de salaire ou d'amélioration des conditions

de travail et de sécurité (*Asahi Shimbun*, 31 mars). Le syndicat des dockers, Zenkowan, a annulé une grève en mars, se joignant à la campagne d'« unité nationale ».

Si les groupes réformistes dénoncent régulièrement la direction droitière de Rengo, qui dans l'ensemble soutient politiquement le Parti démocrate bourgeois, ils se taisent sur la collaboration de classes que pratique la direction de Zenrokyo (lié au Parti social-démocrate) et de Zenroren (lié au PCJ). L'appel aux dons de Zenroren a été suivi par de nombreux travailleurs dans tout le pays et à l'étranger. Il est scandaleux que la direction syndicale ait remis cet argent aux gouvernements capitalistes municipaux de Miyagi, Iwate et Fukushima, autrement dit à ceux qui depuis des années couvrent les infractions à la sécurité de Tepco. En effet l'appel de Zenroren commençait en exprimant le « respect » de Zenroren pour le gouvernement qui soi-disant travaillait « nuit et jour » au problème de la catastrophe.

Il est urgent de mobiliser la classe ouvrière **indépendamment** de la bourgeoisie et de son Etat, notamment pour organiser rapidement une mobilisation massive des aides et leur distribution. Mais les dirigeants traîtres des syndicats, qui acceptent le cadre du capitalisme, s'opposent à cette perspective. Il n'y a pas d'intérêts communs entre d'un côté les travailleurs et opprimés, et de l'autre les capitalistes et leur gouvernement. Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! La mort, la destruction et les épreuves endurées par les travailleurs japonais suite au désastre montrent clairement que le prolétariat doit prendre le pouvoir d'Etat des mains de la bourgeoisie, à l'échelle mondiale. Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire ! Pour une république ouvrière au Japon, dans une Asie socialiste ! ■

Côte d'Ivoire...

Suite de la page 4

Nous accusons l'impérialisme français des crimes aujourd'hui commis en Côte d'Ivoire. C'est l'héritage de cent ans de colonialisme qui a conduit à l'exacerbation des tensions interethniques et à l'éclatement de la guerre civile dans ce pays. C'est l'impérialisme, notamment français et américain, qui, en prenant prétexte de la mascarade électorale de novembre-décembre dernier, marquée par des fraudes de tous côtés, a exacerbé ces tensions. Aujourd'hui l'impérialisme français prend directement part aux massacres. Nous appelons les travailleurs ici en France à se mobiliser contre la nouvelle aventure militaire colonialiste de l'impérialisme gorgé de sang, sans donner aucun soutien politique au régime bourgeois de Gbagbo.

Le prolétariat ivoirien est sûrement faible et aujourd'hui déchiré par les violences interethniques, mais il est la seule force sociale interne qui représente un avenir pour les opprimés de ce pays. La révolution ouvrière en Côte d'Ivoire doit être liée à celle des pays africains où le prolétariat est plus puissant, notamment l'Afrique du Sud et l'Egypte, et elle doit être étendue aux centres impérialistes et notamment la France.

Il y a eu ces dernières années une importante immigration en provenance de Côte d'Ivoire et de la région vers la France, qui aujourd'hui se retrouve en partie intégrée dans le prolétariat des usines de la région parisienne et ailleurs. Nous luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici. Nous luttons pour l'union internationale des travailleurs et pour forger un lien indissoluble entre la révolution



Michel Euler/AP

Les flics se sont déchainés à Paris contre les manifestants pro-Gbagbo. Ici, une manifestante à terre le 11 avril sur les Champs-Élysées.

prolétarienne dans les pays opprimés par l'impérialisme et dans les centres impérialistes eux-mêmes, un lien qu'incarnent ces travailleurs immigrés. **Pour des mobilisations de la classe ouvrière en France contre les exactions de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire et en Libye ! Défense des troupes de Gbagbo assiégées par l'impérialisme à Abidjan ! Troupes impérialistes françaises, de l'ONU, hors de Côte d'Ivoire, hors de Libye, hors d'Afrique ! Pour des partis ouvriers d'avant-garde léninistes-trotskyistes, composants d'une Quatrième Internationale reforcée !** ■

Lutte ouvrière...

Suite de la page 3

« La seule différence de LO sur cette question avec les sociaux-démocrates du NPA, c'est qu'il [le NPA] vote pour le front populaire toujours et partout, alors que LO décide ou pas de le faire au coup par coup. Pour DSK l'année prochaine, ce sera selon l'opportunisme du moment. L'opposition de principe à la collaboration de classes, l'opposition à la trahison que représente le soutien, même seulement électoral, au front populaire, c'est la Ligue communiste internationale qui la représente. »

Dans sa réponse à l'intervention de notre camarade, Lutte ouvrière a été contrainte de reconnaître qu'elle avait effectivement appelé à voter pour Mitterrand en 1981 (ainsi qu'en 1974), ce qu'elle avait tu pendant les presque deux heures d'un discours consacré à l'anniversaire du 10 mai 1981 ! Sans revenir sur son vote pour Ségolène Royal en 2007, LO a justifié cette trahison d'il y a 30 ans en précisant qu'elle l'avait faite comme un « geste de solidarité vis-à-vis des travailleurs qui pensaient sincèrement que l'expérience de la gauche au pouvoir ça apporterait une amélioration importante dans leur vie, etc. » La « solidarité » avec les travailleurs, cela veut dire pour des révolutionnaires lutter pour qu'ils ne fassent pas d'expériences néfastes comme celle du front populaire. C'est rappeler les défaites que le front populaire cause aux travailleurs, en 1936-1939, en 1944-1947, au Chili en 1970-1973 (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 194, décembre 2010), etc. LO au contraire porte sa modeste part de responsabilité dans le résultat désastreux pour la classe ouvrière du front populaire de Mitterrand. De fait, les 670 000 voix qu'Arlette Laguiller avait obtenues au premier tour des élections représentaient plus de la moitié de l'écart au deuxième tour entre Mitterrand et le candidat de la droite.

En réponse à notre interpellation, LO a refusé de dire par avance que non, elle refuserait de voter Dominique Strauss-Kahn (DSK) l'année prochaine ! La réunion se tenait deux jours avant qu'éclatent les accusations de viol contre lui. A ce moment-là, DSK n'était pas encore soupçonné d'être un vulgaire psychopathe anti-femmes. Mais c'était en tout cas un criminel certifié aux yeux de la classe ouvrière internationale : après avoir administré à l'austérité anti-ouvrière depuis le Ministère de l'Économie et des Finances sous le gouvernement capitaliste de Jospin, Buffet (PCF) et Voynet (Verts), il a été pendant près de quatre ans directeur du FMI. Il y a présidé à la dévastation des acquis des classes ouvrières grecque, roumaine, etc., et conduit avec ses « plans d'ajustement structurel » d'innombrables personnes à la faim et à la mort dans le monde. Le fait que LO ait évité de dire qu'elle n'allait pas voter pour lui l'année prochaine en dit long sur son opportunisme petit-bourgeois, à l'opposé du trotskysme qui porte sur son étendard :

« Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action : telles sont les règles de la IV^e Internationale. »

– Programme de transition, 1938

Mais en conclusion de son meeting, LO a raillé notre camarade en cherchant à minimiser la signification de son municipalisme : « Je crois qu'il y a des camarades qui croient que la bourgeoisie elle prend ses décisions dans les conseils municipaux. » Mais en votant fidèlement le budget municipal, qui comprend la police municipale, etc., LO prend la responsabilité politique pour les crimes, souvent mesquins il est vrai,

commis contre les ouvriers, les Roms, les sans-papiers, etc., par les maires PCF et chevènementistes qu'elle soutient.

LO s'est aussi défendue de nos attaques sur le thème que les autres font pareil. Ainsi, ils ont défendu leur participation aux municipalités capitalistes en disant que cela fait plus de cent ans que le mouvement ouvrier pratique le municipalisme, et ils se sont placés explicitement dans la tradition française social-démocrate de la SFIO de Jaurès et Guesde – mais pas dans celle de Lénine, qui avait montré par toutes ses interventions dans les mois cruciaux précédant l'insurrection d'Octobre 1917 son opposition à participer à la gestion des municipalités, comme nous l'avons détaillé dans notre article « A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste ! Principes marxistes et tactiques électorales » (*Spartacist* édition française n° 39, été 2009).

Dans le même article, nous expliquons pourquoi nous refusons par principe de nous présenter à des postes exécutifs de l'Etat capitaliste, comme en France celui de président de la République (contrairement à Lutte ouvrière qui n'a pas manqué de se présenter à toutes les élections présidentielles depuis près de 40 ans) :

« Le fait d'être candidat à un poste exécutif implique, qu'on le veuille ou non, que l'on est prêt à accepter de telles responsabilités, quels que soient les démentis que l'on puisse faire par avance. Etre candidat à un poste exécutif, quand on se réclame du marxisme, ne peut que conférer une légitimité aux conceptions réformistes les plus répandues sur l'Etat. [...]

« Ce qui est en jeu avec la question de poser sa candidature à un poste exécutif, c'est l'opposition fondamentale entre le marxisme et le réformisme : le prolétariat peut-il utiliser la démocratie bourgeoise et l'Etat bourgeois pour mener à bien une transition pacifique vers le socialisme, ou au contraire le prolétariat doit-il démolir la vieille machine étatique et créer à sa place un nouvel Etat pour imposer son propre pouvoir de classe – la dictature du prolétariat – afin de réprimer et d'exproprier les exploités capitalistes ? »

LO a répondu à sa manière à la question ; c'est tout simplement une organisation réformiste dont les actions sont en réalité au service du front populaire capitaliste, par ses votes et par son municipalisme (voir notamment notre article « Expulsions racistes à Bagnolet – LO se solidarise avec les expulsés... pour redorer le blason de la municipalité PCF » *le Bolchévik* n° 192, juin 2010). Leur participation aux majorités municipales est si grossièrement opportuniste qu'elle avait permis à leur ancienne minorité de les critiquer de la gauche sur cette question, au moment même où cette minorité faisait route vers le NPA social-démocrate.

L'opportunisme de LO va à l'encontre des leçons fondamentales de la Révolution russe et tout simplement de la nécessité de l'indépendance politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie. Quant à nous, notre but est ni plus ni moins de préparer de nouvelles révolutions d'Octobre en cherchant à préserver et transmettre à la classe ouvrière les leçons chèrement payées des luttes pour l'émancipation du joug du capital. Cela veut dire une lutte intransigeante contre tous les charlatans et les traîtres qui prétendent à la direction de la classe ouvrière mais qui l'enchaînent à son ennemi de classe bourgeois, que ce soit en soutenant (de l'intérieur ou de l'extérieur) des alliances électorales avec des bourgeois pour gérer le capitalisme, ou en participant directement à la gestion gouvernementale du capitalisme (au niveau municipal ou national). Nous luttons pour forger des sections d'une Quatrième Internationale reforgée, l'instrument indispensable à la prise du pouvoir d'Etat et à l'établissement du pouvoir des travailleurs dans le monde entier. ■

Libye...

Suite de la page 1

menacés étaient ceux qui avaient la malchance de se retrouver à l'endroit où explosaient les bombes de l'OTAN.

Avant l'attaque impérialiste contre la Libye, ce pays était déchiré par une guerre civile de faible intensité opposant le gouvernement de Kadhafi, qui depuis des années négociait avec les impérialistes et collaborait avec eux, et une opposition soutenue par les impérialistes. Le prolétariat n'avait pas à prendre parti dans le conflit entre ces deux forces bourgeoises. Mais quand les bombardements impérialistes ont commencé, cette guerre civile s'est retrouvée subordonnée à l'intervention militaire impérialiste. Comme nous l'expliquions dès le début des bombardements impérialistes : « Dans le conflit actuel, le prolétariat international doit choisir son camp : la défense militaire du pays semi-colonial qu'est la Libye contre l'impérialisme et les forces de l'opposition, qui agissent pour le compte des impérialistes » (« La guerre contre la Libye de Kadhafi : terrorisme et mensonges impérialistes », *Workers Vanguard* n° 977, 1^{er} avril).

Pour nous marxistes, la défense militaire de la Libye contre les impérialistes n'implique pas le moindre soutien politique au régime bourgeois sanguinaire de Kadhafi. Il faut s'opposer à toutes les occupations et agressions militaires perpétrées par les impérialistes pour renforcer leur domination sur cette planète. Chaque revers qu'ils pourront subir affaiblira les ennemis de classe du prolétariat international et constituera un encouragement pour les luttes des travailleurs et des opprimés. Le prolétariat d'Égypte, de Tunisie et du reste de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient possède la puissance sociale pour se placer à la tête de tous les déshérités et de tous les opprimés dans la lutte pour la révolution sociale, contre tous les régimes meurtriers de la région – ce qui va dans le sens de ses intérêts de classe. Il faut construire des partis ouvriers révolutionnaires, qui feront le lien entre la lutte pour des fédérations socialistes de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient et le combat pour la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes.

Intrigues et terrorisme impérialistes

Le Premier ministre libyen, Baghdadi Mahmoudi, a dénoncé les « abus et violations » commis par l'OTAN, citant notamment « des assassinats politiques, le siège maritime injuste, le bombardement de sites civils et la destruction de l'infrastructure », et proposait « un cessez-le-feu immédiat qui coïnciderait avec un arrêt des bombardements de l'OTAN » (*lemonde.fr*, 16 mai). Cette offre de cessez-le-feu, comme toutes celles faites précédemment par Kadhafi, a été immédiatement et dédaigneusement rejetée. A vrai dire, les dirigeants de l'OTAN et leurs chefs militaires s'embarassent de moins en moins de précautions de langage « humanitaire » et proclament à qui veut l'entendre que leur objectif est de provoquer au plus vite la chute du régime libyen, et que le moyen le plus sûr d'y parvenir est la liquidation physique de son chef. Ainsi un officier français déclarait : « Si Kadhafi se trouve dans un bunker visé, tant pis » (*le Monde*, 25 mai).

Et comme les bombardements aériens n'ont pour l'instant réussi ni à assassiner Kadhafi ni à permettre aux opposants pro-impérialistes de Benghazi de prendre le dessus sur les forces gouvernementales, les impérialistes pourraient bien être tentés de franchir une nouvelle étape dans leur aventure néocoloniale meurtrière. Malgré la supériorité de la puissance de feu impérialiste, la situation en Libye représente un dilemme difficile pour les puissances impérialistes, alors que



Zohra Bensemra/Reuters

Travailleurs bangladais essayant de franchir la frontière entre la Libye et la Tunisie à Ras Jdir. Une partie significative de la classe ouvrière, en majorité immigrée, a été obligée de fuir la violence et les attaques racistes en Libye.

les États-Unis sont enlisés dans d'autres borbiers, l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan (où sont aussi lourdement engagées les armées française et britannique). L'opposition libyenne est un ramassis de forces hétéroclites, sans commandement unifié, et les puissances occidentales elles-mêmes, du fait de leurs intérêts divergents, sont loin de s'accorder sur la conduite à tenir.

L'Allemagne, qui en mars s'était abstenue sur le vote de la résolution du Conseil de sécurité autorisant la guerre contre la Libye, a retiré ses navires de guerre de la flottille de l'OTAN chargée de faire respecter l'embargo sur les armes à destination de ce pays. Elle a ensuite proposé de participer à une force de combat de 1 000 soldats dont la création a été approuvée le 1^{er} avril par l'Union européenne (UE), avec comme mission officielle d'acheminer, si l'ONU le demande, une « aide humanitaire » à Misrata assiégée par les forces kadhafistes. Misrata où les impérialistes – en plus d'avoir contribué à la destruction de la ville – ont, à grand renfort de publicité, affrété des car-ferries pour évacuer vers Benghazi plusieurs milliers de travailleurs immigrés. Cette hypocrite sollicitude « humanitaire » ne s'étend évidemment pas aux réfugiés qui, fuyant la guerre civile libyenne, cherchent désespérément à atteindre les côtes de l'Union européenne. Pour eux, il n'est plus question de ferries ostensiblement protégés par les navires de guerre de l'OTAN : ils doivent s'entasser sur de petits bateaux de pêche surchargés et braver la faim, la soif, en risquant à chaque instant le naufrage.

Au large des côtes libyennes patrouillées en tous sens par les navires, les avions et les hélicoptères de l'OTAN, les scènes d'horreur se multiplient depuis des semaines au point que quelques-unes finissent par capter l'attention des médias. Le 10 avril, un petit bateau s'échouait sur une plage de la côte libyenne près du petit port de Zilta, après avoir passé 16 jours à dériver en mer. Sur les 72 personnes qui avaient embarqué à Tripoli dans l'espoir de rejoindre l'île italienne de Lampedusa, 62 étaient mortes de faim et de soif. D'après les témoignages des survivants recueillis par le *Guardian* de Londres (*guardian.co.uk*, 8 mai), le 29 ou le 30 mars, alors que depuis plusieurs jours les réfugiés n'avaient plus ni carburant, ni nourriture ni eau, leur bateau s'était retrouvé à proximité d'un porte-avions, « si près qu'il était impossible qu'il n'ait pas été repéré », et « deux jets ont décollé du navire et ont survolé le bateau, tandis que debout sur le pont les immigrants tenaient à bout de bras deux bébés mourants. Mais après

cela, aucune aide n'est arrivée ». Les journalistes du *Guardian*, après une « enquête approfondie pour établir l'identité du porte-avions », concluent « qu'il s'agit probablement du navire français Charles de Gaulle, en opération dans la Méditerranée à ces dates ».

Et de nombreux bateaux transportant des réfugiés coulent sans laisser de trace : le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés estime ainsi que 10 % des réfugiés qui fuient la Libye par la mer trouvent la mort pendant la traversée ; sachant que 12 000 d'entre eux sont arrivés jusqu'ici en Italie et à Malte, il évalue donc à 1 200 le nombre de réfugiés morts de faim, de soif ou par noyade (*le Figaro*, 14-15 mai) ! Nous disons : **A bas la « forteresse Europe » raciste ! A bas la chasse aux « immigrés clandestins » ! Non aux expulsions ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

Le Figaro (23 mai) vient de reconnaître que « depuis le début du conflit, des forces spéciales françaises sont à l'œuvre en Libye », et qu'elles vont être renforcées sur place alors que l'armée française se prépare à utiliser des hélicoptères d'attaque contre l'armée libyenne.

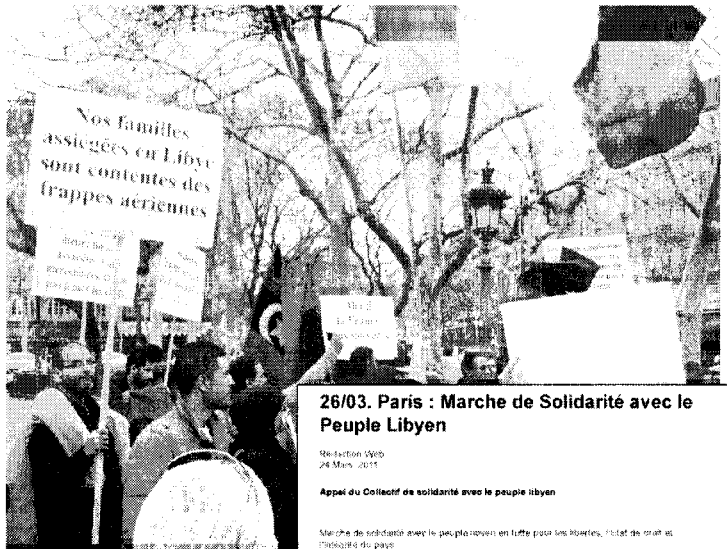
La Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont expédié des militaires à Benghazi pour encadrer et entraîner les forces de l'opposition anti-Kadhafi qui jouent désormais le rôle de troupes au sol pour le compte des impérialistes. Côté français, des « instructeurs » militaires étaient déjà à pied d'œuvre à Benghazi pour entraîner les forces opposées à Kadhafi au maniement d'armes livrées « clandestinement » par les services secrets français plus d'une semaine avant le début des bombardements (*le Canard enchaîné*, 23 mars).

Le NPA fait la promotion des « révolutionnaires » anti-Kadhafi de Sarkozy

Comme on pouvait s'y attendre, les médias capitalistes, en France comme ailleurs, ont abondamment relayé les récits de massacres de civils par le régime de Kadhafi. Le professeur Alan Kuperman, de l'Université du Texas, faisait remarquer dans un article du *Boston Globe* (14 avril) que « si Kadhafi visait de façon indiscriminée les civils, la moitié environ des victimes seraient des femmes », mais des données fournies par Human Rights Watch indiquent que moins de 3 % des blessés à Misrata sont des femmes.

Les forces qui composent l'opposition libyenne n'ont jamais fait mystère de leur souhait d'une intervention impérialiste pour les aider à chasser Kadhafi. Pourtant, ces forces – monarchistes, groupes tribaux mécontents, personnalités du régime ayant fait défection et autres (dont des bénéficiaires des subsides de la CIA) – ont été dépeintes comme la composante libyenne du « printemps arabe ». De prétendus « socialistes » – dont le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) en France ou le Socialist Workers Party (SWP) en Grande-Bretagne – leur ont emboîté le pas en se faisant les apologistes de l'opposition libyenne.

Dès le début de la guerre civile, le NPA social-démocrate avait apporté « son soutien total aux insurgés dans leur lutte pour la démocratie et la chute de la dictature » (communiqué du NPA, 21 février). Ils ont continué à soutenir inconditionnellement les opposants alors même que le pays sombrait dans une guerre civile de basse intensité entre deux camps également réactionnaires. Lorsque Sarkozy a lancé l'intervention impérialiste contre la Libye, le NPA se retrouvait ainsi à soutenir ceux qui étaient devenus de simples pions de l'intervention militaire impérialiste – et le NPA n'a pas changé de



Le Bolchévik

Manifestation à Paris le 26 mars en soutien aux opposants libyens pro-impérialistes, avec drapeaux tricolores et drapeaux monarchistes. Le NPA social-démocrate a signé l'appel.

26/03. Paris : Marche de Solidarité avec le Peuple Libyen

Revue Action 596
24 Mars 2011

Appel du Collectif de solidarité avec le peuple libyen

Marche de solidarité avec le peuple libyen en lutte pour les libertés, l'état de droit et l'indépendance du pays

samedi 26 mars 2011, à 18 heures
 place de la République à Nation

- Protestation des populations civiles, quel qu'en soit le lieu, sous peine des représailles dirigées et des migrants.
- Vigilance sur l'escalade de guerre et sur tous les développements possibles de la résolution 1573 votée par le Conseil de sécurité de l'ONU.
- Vigilance sur la situation des prisonniers d'oppression et de la coupe d'aide.
- Appel aux forces de l'opposition et sanctions contre les États qui y renouent.
- Reconnaissance du Conseil national de transition libyen, seul représentant légitime du peuple libyen.
- Lutte constante contre les crimes de la mafia.
- Solidarité avec le peuple libyen en lutte pour les libertés et la démocratie.
- Appel aux résolutions et luttes des peuples du monde arabe.

Premiers signataires

- Collectif libyen du 17 février, Collectif tunisien 31-03-2011, Comité libyen de soutien au 20-Feuer, Collectif d'Algériens et de soutien à la lutte en Algérie pour le changement et la démocratie.
- ASSOCIATION ATY, ATYME, ATYFAC, CFDA, GROUND, Etape euro africaine, FICRE, LES, Manifeste des Libyens, MSAAP, Centre du capitalisme, Union syndicale des travailleurs, Union libyenne des Femmes, NPA, OUI, NPA, RFP.

- Europe Ecologie-les Verts, NPA, PCF, PG,
- PCOT-France (Tunisie), PPDS-France (Sy)

L'Humanité.fr

ligne. Le 17 mars, le jour du vote à l'ONU des mesures de guerre impérialiste contre la Libye, un article non signé paru dans *Tout est à nous*, hebdomadaire du NPA, inventait pour se couvrir l'absurde fiction d'une « collusion entre l'impérialisme et le pouvoir libyen » de Kadhafi. Le NPA a signé l'appel à une manifestation ayant lieu à Paris l'après-midi du 19 mars demandant la « reconnaissance du Conseil national de transition [CNT] intérimaire, seul représentant légitime du peuple libyen » ; l'appel reprochait aux impérialistes d'hésiter et de tergiverser face aux crimes de Kadhafi, autrement dit leur demandait d'intervenir ; effectivement, les bombardiers français lançaient les frappes à 17h45 contre leurs victimes libyennes.

A ce jour et à notre connaissance, la dernière prise de position publique officielle du NPA sur l'intervention impérialiste en Libye figure dans un communiqué daté du 18 mars qui affirme que « l'intervention militaire n'est pas la solution » pour chasser Kadhafi, mais qu'il faudrait donner au peuple libyen « les armes dont il a besoin pour chasser le dictateur, conquérir la liberté et la démocratie ». Quelques jours à peine après le début des bombardements français, britanniques et américains, le NPA signait un appel à une « marche de solidarité avec le peuple libyen » à Paris le 26 mars, non pas pour s'opposer à l'agression impérialiste et défendre ce pays semi-colonial attaqué par Sarkozy, Cameron et Obama, mais pour défilé... en « solidarité » avec leurs comparses de Benghazi. Cet appel, après une exhortation à faire preuve de « vigilance sur l'escalade de guerre, et sur tous les développements possibles [!] de la résolution 1573 [sic] votée par le Conseil de sécurité de l'ONU », demandait à nouveau que le CNT soit reconnu comme « seul représentant légitime du peuple libyen » – ce que Sarkozy en personne venait précisément de faire (*l'Humanité.fr*, 26 mars) !

Prétendant qu'il s'opposait à l'intervention impérialiste, le



Francine Bajande

Manifestation à Paris le 28 mai en défense des sans-papiers et des jeunes de banlieue

NPA ne pouvait pourtant cacher son soulagement à la nouvelle que l'attaque impérialiste avait empêché la chute de Benghazi lors de l'offensive de l'armée libyenne mi-mars. Un article de première page (*Tout est à nous*, 24 mars), signé Yvan Lemaître, déclarait ainsi :

« A l'annonce de l'intervention militaire, les insurgés de Benghazi se sont réjouis. Cette dernière contraignait les mercenaires de Kadhafi à relâcher leur pression, elle était pour eux un soulagement attendu. »

C'est du journalisme à la BHL (le pseudo-intellectuel bourgeois qui se vante partout d'avoir convaincu Sarkozy d'attaquer la Libye). « Les mercenaires de Kadhafi », c'est le cri de guerre de l'opposition pour lancer des pogroms racistes contre les travailleurs africains noirs qui n'ont pas réussi à fuir et qui sont soupçonnés d'être des mercenaires à la solde de Tripoli. En matière de mercenaires, le mal nommé « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU), la tendance internationale dont font partie nombre de dirigeants du NPA comme Olivier Besancenot, a fait une déclaration publiée le 23 mars appelant de ses vœux une intervention militaire étrangère – à défaut des impérialistes, tout au moins de leurs laquais régionaux égyptiens et tunisiens. Tout en réclamant pour la forme l'« arrêt immédiat de l'intervention impérialiste », il réaffirmait en même temps :

« En Libye, cette politique nous a conduit [*sic*], dès le début, à soutenir les mobilisations puis l'insurrection populaire pour renverser la dictature de Kadhafi. En Libye, la solidarité avec les mobilisations populaires signifie tout mettre en œuvre pour aider le peuple contre Kadhafi : embargo total sur les ventes d'armes à la dictature, gel des avoirs du régime libyen à l'étranger, organisation de l'aide médicale, alimentaire, humanitaire aux centaines de milliers de Libyens persécutés par le régime... Soutenir le peuple libyen et protéger les civils, c'est lui donner les moyens militaires de se défendre contre les massacres des mercenaires de Kadhafi et de se libérer lui-même de la dictature. Les peuples et les armées arabes, en premier lieu les Tunisiens et Egyptiens, peuvent jouer un rôle décisif dans cette aide militaire. »

– *Inprecor*, mars-avril

En faisant ainsi croire que les armées bourgeoises tunisienne et égyptienne à la solde de leurs parrains impérialistes pourraient jouer un quelconque rôle progressiste en Libye ou ailleurs dans la région, les charlatans du SU caressent dans le sens du poil le nationalisme bourgeois qui enchaîne les exploités et les opprimés aux classes capitalistes du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. C'est au nom de ce nationalisme qu'en Egypte des gens qui se prétendent socialistes magouillent avec les Frères musulmans réactionnaires et ren-

forcent les illusions mortelles dans l'armée qui serait « du côté du peuple ».

De façon plus explicite, un intellectuel en vogue dans la mouvance du SU, Gilbert Achcar, a ouvertement soutenu la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant l'intervention impérialiste, disant que « personne ne peut raisonnablement s'y opposer » (interview à *Znet*, diffusée sur le site du NPA). Et le 31 mars *Tout est à nous* avait un article intitulé « Une révolution à l'ombre des bombardiers de l'Otan ? » et répondait en substance « oui » à sa propre question.

Il n'est donc nullement surprenant que dans *Tout est à nous* se sont multipliés les courriers de lecteurs qui tous se plaignaient que la ligne du NPA n'était pas assez favorable aux opposants libyens et/ou aux bombardiers impérialistes. Ainsi Marie-Do Bartoli expliquait sans détour qu'on ne peut pas « demander aujourd'hui l'arrêt de l'application de la résolution 1973 des Nations Unies », puisqu'il n'y a pas d'autre moyen pour aboutir à l'objectif : « nous voulons d'abord et avant tout sa défaite [de Kadhafi] » (*Tout est à nous*, 31 mars).

Ce genre d'immondice pro-impérialiste n'a fait l'objet d'aucune protestation ou « mise au point » dans les colonnes de *Tout est à nous* : il ne faisait qu'explicitement ce que voulait dire au fond la ligne majoritaire dans le NPA et le SU. Mais il y a un certain inconfort parmi quelques militants du NPA, embarrassés de s'être fait prendre publiquement avec une ligne aussi favorable au gouvernement Sarkozy. Le « processus révolutionnaire en cours » en Libye a subrepticement disparu de la propagande du NPA ces dernières semaines. Le NPA a même mis en ligne un article d'un certain Bertold du Ryon, daté du 11 mai, évoquant la soi-disant évolution des rebelles « de compromis en compromissions » avec les impérialistes, du Ryon ajoutant que cela « pose un énorme problème politique pour l'avenir de la Libye » – et surtout pour la couverture « anti-impérialiste » des sociaux-démocrates du NPA (le NPA n'a toutefois pas publié cet article dans son journal).

Inutile de dire qu'aucun des groupuscules soi-disant « trotskystes » qui sont liquidés dans le NPA, que ce soit les taaffistes de la « gauche révolutionnaire », les morénistes liés au PTS argentin, les barciaïstes de l'ex-minorité de LO, les lambertistes de la tendance « claire » (!), ni non plus les cliffistes liés au SWP britannique, n'ont jugé que « trop c'est trop » à propos de la position pro-impérialiste du NPA sur la Libye et n'en ont profité pour quitter le navire en perdition électorale de Besancenot. Autant pour les « principes » de ces soi-disant « oppositions ».

Et encore le NPA pourrait paraître faire bonne figure par rapport au Parti socialiste et à Jean-Luc Mélenchon du Parti de gauche qui ont applaudi des deux mains les bombardements français. De même, le PCF a fait une déclaration au parlement le 22 mars soutenant toutes les mesures de la résolution 1973 de l'ONU qui soi-disant étaient « légitimes pour étouffer le régime libyen et protéger les populations civiles », y compris la « zone d'exclusion aérienne » impérialiste contre l'aviation libyenne ; les réticences du PCF face aux bombardements proprement dits rappellent ceux qui défendent le capitalisme sans les licenciements, ou ceux qui veulent se baigner sans se mouiller.

Les embarras de LO face aux sociaux-impérialistes du PCF et du NPA

Dans un tel contexte, les prises de position de Lutte ouvrière (LO) pourraient paraître presque rafraîchissantes. Evidemment ils n'ont ni organisé de manifestations contre les bombardements impérialistes, ni pris la défense de la Libye

contre leur propre impérialisme. Mais ils ont mis par écrit et de façon répétée leur opposition aux bombardements impérialistes et n'ont pas versé dans l'apologie des rebelles libyens qui leur servent de troupes terrestres. Ils ont même fait remarquer que l'intervention impérialiste s'appuie toujours « *sur les forces les plus réactionnaires, sur différents clans militaires et religieux, sur de petits potentats seigneurs de guerre. Il en sera de même en Libye* » (déclaration du 31 mars parue dans *Lutte de Classe*, avril).

Leurs divers articles sur la Libye n'en laissent pas moins transparaître en filigrane leur sympathie pour les rebelles alliés de Sarkozy. Ils ne font en effet nulle part la distinction entre les soulèvements en Tunisie et en Egypte qu'ils ont soutenus et la guerre civile réactionnaire en Libye. Au passage, LO, qui prétend sans cesse s'intéresser au sort des ouvriers, se montre incapable de distinguer entre des soulèvements populaires où la classe ouvrière a joué un rôle actif, même s'il restait subordonné au nationalisme bourgeois, et la Libye où la classe ouvrière, qui était largement composée d'immigrés venant des pays voisins et du reste de l'Afrique, de Turquie, du Bangladesh ou de Chine, a été dévastée par les effets de la guerre civile et se retrouve aujourd'hui complètement atomisée et bien souvent acculée à la fuite face aux bombardements impérialistes et aux pogroms dont elle est victime de tous côtés (notamment du côté de l'opposition).

LO a déclaré dans *Lutte de Classe* à propos des puissances impérialistes :

« Après s'être proclamées en faveur d'une transition démocratique dans tout le monde arabe, après avoir affirmé comprendre et partager les aspirations des peuples arabes à la liberté et à la démocratie, le fait de laisser les armées de Kadhafi écraser les rebelles de Benghazi aurait sonné comme l'aveu que tout cela n'était que des discours. Au contraire, voler à leur secours permettrait de donner un peu de crédit aux discours démocratiques des dirigeants impérialistes, et en même temps de faire un peu oublier qu'au même moment ils couvraient la répression au Bahreïn ou au Yémen, pour ne pas parler d'Israël et de son obstination à nier les droits des Palestiniens. »

En quoi bombarder l'armée d'un peuple néocolonial peut-il « donner un peu de crédit » aux criminels en chef impérialistes ? C'est la gauche qui a « donné du crédit » aux impérialistes en appelant à soutenir l'opposition libyenne, y compris par leur propre bourgeoisie. En refusant de critiquer publiquement les prises de position du PCF et du NPA sur la Libye, LO donnait dans les faits une couverture à ces laquais patentés de l'impérialisme français.

LO refuse avec constance de prendre le côté militaire des peuples néocoloniaux attaqués par l'impérialisme. En effet, on imagine mal Nathalie Arthaud, porte-parole de LO et membre de la majorité du conseil municipal de Vaulx-en-Velin en banlieue lyonnaise, y faire un discours devant ses partenaires PCF pour expliquer que toute défaite, tout revers militaire de l'impérialisme français favoriserait la lutte des classes ici ! Cette idée même est complètement étrangère à la conception du monde de LO, pour qui c'est seulement par la

lutte économique elle-même (pour ses intérêts matériels immédiats) que la classe ouvrière peut petit à petit élargir ses perspectives politiques.

La guerre impérialiste fait partie intégrante de ce même système capitaliste qui, ici, opprime la classe ouvrière, les minorités ethniques, les immigrés et pratiquement toutes les couches de la population. Comme nous l'a enseigné Lénine, l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, marqué par la concentration, la domination et l'exportation du capital financier. Dans leur quête insatiable du profit, les bourgeoisies impérialistes exploitent les pays retardataires pour en tirer matières premières, main-d'œuvre bon marché et nouveaux marchés. A l'aube de l'époque impérialiste moderne, à la fin du XIX^e siècle, cette exploitation s'effectuait dans une large mesure par l'occupation coloniale directe et l'annexion territoriale. Aujourd'hui, presque tous les pays du tiers-monde ont conquis leur indépendance formelle, mais restent subordonnés aux puissances impérialistes, à l'exception des Etats ouvriers déformés que sont la Chine, la Corée du Nord, Cuba, le Vietnam et le Laos.

Les populations de Libye subissent depuis trop longtemps les déprédations de l'impérialisme. La guerre italo-turque de 1911, durant laquelle des milliers d'Arabes ont été massacrés, avait comme enjeu la possession de ce qui allait devenir la Libye. Ce conflit fut suivi par 20 ans de résistance armée contre les impérialistes italiens, qui utilisèrent des gaz de combat contre des civils et emprisonnèrent plus de 100 000 personnes dans des camps de concentration. Après la Deuxième Guerre mondiale, pendant laquelle les puissances de l'Axe et les puissances Alliées dévastèrent le pays et sa population, les impérialistes créèrent artificiellement un Etat libyen, remplaçant la domination italienne par une monarchie imposée par les Britanniques. Cette monarchie fut à son tour déposée en 1969 par le « Mouvement des officiers libres », qui installa au pouvoir Kadhafi.

Depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes dominantes ont les coudées plus franches pour se lancer dans des aventures militaires aux quatre coins du monde. Aujourd'hui, alors que le monde capitaliste reste englué dans la crise économique, ces agressions militaires se combinent avec une campagne concertée contre les syndicats, les salaires et les avantages sociaux que les travailleurs avaient arrachés par leurs luttes. Ces maux sont endémiques au système capitaliste dans sa phase de décadence. La seule issue, c'est celle inaugurée par la révolution ouvrière d'Octobre 1917, sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. La Ligue communiste internationale travaille à construire des partis ouvriers de type bolchévique qui pourront inculquer au prolétariat la conscience de sa tâche historique : renverser l'ordre impérialiste et réorganiser la société à l'échelle mondiale, sur une base socialiste et égalitaire.

— *Adapté de Workers Vanguard n° 979, 29 avril*

Burqa...

Suite de la page 24

d'exiger soit qu'elles se dévoilent, soit qu'elles quittent les lieux. Et ils doivent appeler la police si ces femmes refusent d'obtempérer.

En matière de « dissimulation du visage », les bandages et casques de moto sont acceptés mais, au même titre que la

burqa et le niqab, les capuches, les masques et à peu près tout ce qui empêche de voir facilement le visage sont strictement interdits. Bien entendu cette loi ne sera pas utilisée contre les skieurs emmitouffés des Alpes françaises, les pères Noël dans la rue ou les personnes se rendant à des bals masqués. Elle vise d'abord et avant tout les femmes musulmanes, mais aussi leurs maris, frères et fils, implicitement dépeints comme des fanatiques anti-femmes. Alors que les femmes risquent une

amende de 150 euros maximum et parfois un stage obligatoire de « citoyenneté », ceux dont on suppose qu'ils ont « forcé » une personne à dissimuler son visage peuvent être condamnés à de lourdes amendes de 30 000 à 60 000 euros.

De plus, en interdisant les capuches, cette loi donne le feu vert et une couverture légale à une amplification du harcèlement et des attaques de la police contre les jeunes des banlieues qui portent couramment des sweat-shirts à capuche. Porter un masque dans une manifestation politique – comme celui représentant le visage de Sarkozy, chose assez courante aujourd'hui – pourrait bien aussi exposer les militants à la répression policière.

Nous sommes des marxistes qui luttent pour la libération des femmes et nous nous opposons au voile, que ce soit le niqab intégral ou simplement le foulard, symbole et instrument d'oppression des femmes. Nous sommes solidaires des femmes qui luttent pour échapper à la tyrannie de cette « tradition » oppressive et de toute autre forme de traditionalisme religieux réactionnaire, du prix de l'épousée aux mariages arrangés en passant par les mutilations sexuelles. Mais l'interdiction par le gouvernement français du niqab et de la burqa dans les lieux publics, tout comme sa précédente loi pour l'interdiction du foulard et du hidjeb à l'école, n'a rien à voir avec l'égalité des sexes ou l'intégration des femmes musulmanes dans la société. En France et ailleurs en Europe, la minorité musulmane opprimée subit les humiliations quotidiennes du racisme, de la discrimination et de la violence policière. Les lois diverses et variées ciblant les femmes musulmanes en sont l'expression. Nous nous opposons clairement à ces lois racistes et discriminatoires qui, par exemple, excluent de l'école des femmes et des filles musulmanes et les chassent de leur lieu de travail, les isolant ainsi davantage de la société et aggravant leur oppression.

Avec une incroyable arrogance, le gouvernement Sarkozy se prétend le meilleur défenseur de la laïcité et de la séparation de l'Église, ou de la mosquée, et de l'État. Le principe de la laïcité, tel qu'il a émergé de la Révolution française, résultait de la lutte pour arracher la société bourgeoise émergente à l'oppression de l'Église catholique. La présente croisade raciste contre les femmes musulmanes n'a absolument rien à voir avec la séparation de l'Église et de l'État, que les marxistes soutiennent. Le fait est que l'État français est très loin d'être laïc : un cinquième de l'ensemble de l'enseignement primaire et secondaire, financé par l'État, est traditionnellement sous la coupe des prêtres catholiques. Nous sommes pour la séparation authentique de l'Église, ou de la mosquée, et de l'État, et nous nous opposons donc à ces subventions de l'État aux églises, mosquées, etc. et à tout financement public des écoles religieuses, ainsi qu'aux cours de religion dans les écoles publiques.

Les réformistes de Lutte Ouvrière (LO), s'opposent au port du voile par les femmes en acceptant les « valeurs » de la bourgeoisie française et en agitant le drapeau de la « laïcité » bourgeoise. En effet, LO était au premier rang de la campagne de 2003 contre Alma et Lila Lévy, les deux lycéennes qui furent expulsées de leur lycée en banlieue parisienne pour avoir porté le foulard. Ces expulsions ont pavé la voie à la loi Chirac de 2004 qui interdit d'école les jeunes femmes portant le foulard, loi dont LO s'est réjouie.

Plus récemment, LO s'est empressée de saluer la commission constituée à l'initiative du député communiste André Gérin qui a proposé le nouveau projet de loi anti-voile. LO faisait remarquer : « *Et de fait, cela ne semble pas une mesure extraordinaire que de demander à quelqu'un d'entrer dans des services publics à visage découvert. Même les banques*

obligent leurs clients à le faire ! » (Lutte Ouvrière, 29 janvier 2010). Quelques mois plus tard, Lutte Ouvrière (9 juillet 2010) se plaignait de « l'hypocrisie » du gouvernement à cause de sa « *politique de concessions vis-à-vis de préjugés sécuritaires et antimusulmans* » tout en réaffirmant son soutien à la loi contre le foulard à l'école. Question « sécuritaire », LO a été élue sur la liste de Gérin en 2008 pour constituer la majorité du conseil municipal de Vénissieux, près de Lyon, où elle vote régulièrement le budget municipal, y compris le financement de la police municipale !

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) réformiste, pour sa part, s'est opposé à la nouvelle loi contre la burqa, mais l'un de ses principaux dirigeants nationaux, Pierre-François Grond, est l'un des enseignants qui avaient dirigé la campagne réactionnaire pour expulser Alma et Lila Lévy de leur école. Par ailleurs, lors des élections régionales de 2010, le NPA a présenté une femme voilée sur l'une de ses listes, en contradiction flagrante avec l'obligation faite aux marxistes de combattre l'arriération religieuse. Ces opportunistes patentés, prêts à se mettre à la remorque de n'importe quoi, se déchirent actuellement pour savoir s'il faut capituler devant la « laïcité républicaine » bourgeoise ou devant la religion. Jusqu'ici ils font les deux.

La loi contre la burqa fait partie d'une offensive plus large de la bourgeoisie contre les immigrés et leurs descendants, en particulier les musulmans qui font face au harcèlement quotidien de la police, à la menace de se voir retirer leur citoyenneté française ou à la déportation. L'automne dernier, les Roms (Tsiganes) ont été jetés dans des avions et déportés en Roumanie. Plus récemment le gouvernement français et les gouvernements italien se sont engagés dans une compétition raciste pour savoir qui réussira le mieux à empêcher les immigrés tunisiens d'entrer dans son pays. L'hystérie « antiterroriste » et anti-musulmans lancée par le gouvernement et soutenue par son « opposition » de gauche alimente la réaction raciste et encourage les fascistes du Front national entre autres. Le FN, qui représente un danger mortel pour la classe ouvrière multietnique, a enregistré des gains significatifs en pourcentage de voix aux récentes élections cantonales. Les travailleurs doivent lutter pour l'unité de classe, s'opposer à toutes les lois racistes visant les immigrés et lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous.

Les capitalistes veulent nous faire croire qu'une minuscule minorité musulmane vulnérable représente la menace principale contre les droits des femmes. En réalité, c'est le pouvoir de la bourgeoisie qui maintient l'institution réactionnaire qu'est la famille, la principale force qui opprime les femmes à travers le monde. La famille est le véhicule pour transmettre la propriété d'une génération à l'autre et le mécanisme pour former de nouvelles générations de travailleurs. La législation bourgeoise de la famille est ainsi étroitement liée à la défense de la propriété privée, et l'inégalité des femmes se reflète toujours dans les codes sociaux et légaux de toute société capitaliste. On ne peut jamais combattre l'idéologie réactionnaire et l'obscurantisme religieux avec des lois bourgeoises réactionnaires. L'oppression des femmes a pour origine la société de classe et elle ne pourra être éradiquée qu'avec la destruction de l'ordre capitaliste, qui jettera les bases pour le remplacement du rôle de la famille par la socialisation de l'éducation des enfants et des tâches ménagères dans une société socialiste égalitaire.

Pour atteindre ce but, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire qui se battra pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

— Traduit de Workers Vanguard n° 979, 29 avril

Déclaration de la LCI...

Suite de la page 1

des cheikhs, des rois et des bonapartes militaires de la Ligue arabe. Des frappes aériennes françaises ont été rapidement suivies de tirs de missiles américains et britanniques, tandis que le régime militaire égyptien livre des armes aux forces d'opposition de Benghazi. De la guerre d'Indochine et la guerre de Corée à l'occupation aujourd'hui de l'Irak et de l'Afghanistan sous la direction des Etats-Unis, les impérialistes « démocratiques » baignent dans le sang de millions et de millions de leurs victimes. Souvenons-nous que la Grande-Bretagne et la France ont historiquement commis des massacres indescriptibles au Proche-Orient, en Afrique et dans le sous-continent indien pour maintenir leur joug colonial sur ces régions. Souvenons-nous que l'Italie, qui maintenant met à disposition ses bases aériennes pour l'attaque contre la Libye, est responsable du massacre de près de la moitié de la population de la Cyrénaïque, à l'est de la Libye, à l'époque où elle l'avait occupée et colonisée avant la Deuxième Guerre mondiale.

Avant le début de l'attaque en cours, le conflit en Libye avait pris la forme d'une guerre civile de basse intensité, sur fond de divisions tribales et régionales, entre le gouvernement centré sur Tripoli, avec comme homme fort le colonel Mouammar Kadhafi, et les forces d'opposition centrées sur la partie orientale du pays, soutenues par les impérialistes. *Workers Vanguard* n° 976 (18 mars), le journal de la section américaine de la LCI, avait fait remarquer que « *les marxistes n'ont actuellement aucun côté dans ce conflit* ». Mais l'article poursuivait : « *Dans l'éventualité d'une attaque impérialiste contre la Libye néocoloniale, le prolétariat international doit prendre position pour la défense militaire de ce pays sans donner aucun soutien politique au régime capitaliste de Kadhafi.* » La guerre civile en Libye est maintenant subordonnée à la lutte d'un pays néocolonial contre l'impérialisme. Tout ce que les travailleurs des pays impérialistes entreprendront pour stopper les déprédations et les aventures militaires de leur gouvernement constituera un pas en avant vers leur propre libération de l'exploitation capitaliste, de la misère et de l'oppression. ***Défense de la Libye contre l'attaque impérialiste ! Cinquième Flotte américaine, bases militaires et soldats impérialistes, hors d'Afrique du Nord et du Proche-Orient !***

Souvenons-nous que le massacre de plus d'un million de personnes en Irak avait commencé avec l'imposition, dans les années 1990, d'un embargo de famine et d'une « zone d'exclusion aérienne » sous l'égide de l'ONU. La dernière décision du Conseil de sécurité, dont fait actuellement partie aussi le régime sud-africain de néo-apartheid dirigé par le Congrès national africain (ANC), montre encore une fois que les Nations Unies sont une caverne de brigands impérialistes et de leurs victimes semi-coloniales. En s'abstenant, le représentant de la Chine, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, a donné son approbation tacite aux déprédations impérialistes, encourageant ainsi les forces mêmes qui veulent renverser la Révolution chinoise de 1949.

Le contraste est saisissant entre, d'une part, les larmes de crocodile que versent les dirigeants impérialistes sur les Libyens tués par Kadhafi lors de la récente vague de protestations, et d'autre part leur faible réaction aux massacres qui se poursuivent au Yémen, dont la dictature constitue une composante clé de la « guerre contre le terrorisme » que mène Washington, et le fait qu'ils continuent à soutenir l'émirat de Bahreïn qui abrite le quartier général de la Cinquième Flotte américaine. Bahreïn a invité la semaine dernière les troupes

de la monarchie saoudienne théocratique moyenâgeuse, un bastion clé des intérêts de l'impérialisme américain dans la région, à lui venir en aide pour écraser des manifestations de masse. Aux yeux des impérialistes, la majorité chiite de Bahreïn et les masses yéménites ne sont pas des êtres humains et n'ont aucun droit qu'ils puissent se sentir obligés de respecter.

De nombreux militants de gauche sociaux-démocrates, notamment le Secrétariat unifié (SU) et les cliffistes du Socialist Workers Party (SWP) britannique ont apporté leur contribution pour préparer le terrain au massacre impérialiste en Libye en acclamant la soi-disant « révolution libyenne ». Après avoir appelé à soutenir la cabale de « démocrates » pro-impérialistes, de comparses de la CIA, de monarchistes et d'islamistes qui constituent l'opposition basée à Benghazi, ces réformistes feignent maintenant de renâcler face à l'intervention militaire impérialiste en soutien à cette même opposition. En France, le Nouveau Parti anticapitaliste, créé en 2009 par la section française du SU, a signé un appel à une manifestation hier qui exigeait que soit reconnue la coterie de Benghazi comme « *seul représentant légitime du peuple libyen* » – comme venait de le faire le président français Sarkozy ! En même temps, les groupes de gauche qui sèment des illusions dans les rododromes « anti-impérialistes » de Kadhafi, comme le Workers World Party aux Etats-Unis, cherchent partout et toujours à enchaîner la classe ouvrière à une mythique aile « progressiste » de la bourgeoisie.

Nous prenons aujourd'hui, comme nous l'avons fait lors du bombardement de la Libye en 1986 par l'administration américaine de Reagan, l'engagement d'« *entreprendre tout effort pour faire connaître la nécessité pour la classe ouvrière mondiale de prendre parti pour la Libye* » contre ses ennemis impérialistes (« La Libye sous le feu de Reagan », *le Bolchévik* n° 63, mai 1986). Dans leur propre pays, les classes capitalistes exploitent brutalement la classe ouvrière pour la jeter au rebut en période de crise économique ; ce sont les mêmes qui aujourd'hui mènent des attaques impérialistes meurtrières au nom du profit et de la domination. On ne peut mener la lutte contre la guerre impérialiste de façon séparée de la lutte de classe. Seule la révolution socialiste peut renverser le système de l'impérialisme capitaliste qui engendre la guerre. Notre voie, c'est la Révolution d'octobre 1917, dirigée par le parti bolchévique de Lénine et Trotsky, qui avait montré la voie de l'internationalisme révolutionnaire au prolétariat dans le monde entier. Nous luttons pour reforger la Quatrième Internationale, l'instrument qui pourra mener les travailleurs vers de nouvelles révolutions d'Octobre et une société socialiste mondiale. ■

Pour contacter la Ligue trotskyste

Paris
Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen
LTF, Centre 316,
82 rue Jeanne D'Arc
76003 Rouen
Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A
Toronto ON M5W 1X8

Tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

A bas la loi raciste contre la burqa !



AP

Lahcène Abib/Signatures

A gauche : le 11 avril, une femme portant le voile islamique intégral est arrêtée à Paris le premier jour d'application de la loi. A droite : manifestation le 2 mai à Montreuil du collectif Mamans toutes égales contre l'interdiction faite aux mères voilées d'accompagner les sorties scolaires.

18 avril – Une nouvelle loi montre de façon flagrante le mépris de la bourgeoisie envers tous ceux qui sont jugés insuffisamment « assimilés » dans la société française (blanche et catholique) : elle rend illégal pour les femmes de paraître dans tout lieu public en portant le voile musulman intégral – burqa ou niqab. Avec cette loi, la classe capitaliste française au pouvoir essaie frauduleusement de se faire passer pour le grand protecteur et libérateur des femmes musulmanes. Mais cette loi n'est nullement dirigée contre l'oppression des femmes ; c'est une attaque antidémocratique scandaleuse qui incite au harcèlement, à l'arrestation et à d'autres atrocités à l'encontre des femmes portant le voile intégral. En les empêchant de paraître dans les lieux publics, cette loi équivaut à une version française de la *pardah* (réclusion à domicile).

La nouvelle loi évite soigneusement de mentionner nommément le voile islamique, stipulant simplement que : « *Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage.* » Mais tout le monde appelle cette loi par son vrai nom : la loi anti-burqa. Déjà à ce jour, une semaine après l'entrée en application de la loi le 11 avril, quatre femmes dans la région parisienne ont dû payer une amende.

Le vote de la loi a eu lieu l'automne dernier quasiment sans aucune opposition. Alors que le gouvernement de Nicolas Sarkozy préparait des attaques massives contre les retraites des travailleurs, la campagne raciste contre le voile a clairement servi à diviser et affaiblir la classe ouvrière multiethnique. Et en votant pour le projet de loi ou en s'abs-

tenant, les partis ouvriers réformistes – le Parti socialiste, le Parti communiste et le Parti de gauche – ont démontré qu'ils ne se mettraient pas en travers du chemin de Sarkozy.

Comme nous le notions en juin 2010, « *les réformistes français se mettent au garde-à-vous même face au gouvernement dès que celui-ci invoque la "laïcité" dans ses campagnes racistes contre la population d'origine immigrée musulmane* » (le *Bolchévik* n° 192, juin 2010). Cet article observait que la gauche avait capitulé à la campagne du gouvernement en 2003 contre le voile, qui avait été lancée pour détourner la lutte des enseignants en défense des retraites, sachant que pour ceux-ci « la laïcité » est un principe sacré. La persécution par l'Etat des femmes musulmanes, qui sont parmi les personnes les plus opprimées dans la société, est un poison pour les luttes ouvrières et elle doit être combattue par le mouvement ouvrier.

Le gouvernement Sarkozy a lancé une grande offensive de propagande contre le nombre infime de femmes en France, estimé à seulement 2 000, qui portent le voile intégral. Quelque 100 000 affiches et 400 000 tracts ont été imprimés pour être distribués dans les lieux publics et les écoles, ainsi que dans les aéroports et autres points d'entrée dans le pays. Un nouveau site internet, « visage-decouvert.gouv.fr », a été créé et des circulaires du gouvernement expliquent avec force détails la nécessité de « *réaffirmer solennellement les valeurs de la République et les exigences du vivre ensemble* ». Les travailleurs du secteur public, par exemple, ont pour instruction de ne pas servir les femmes intégralement voilées et

Suite page 21